M 6189 - 1024 - 6,00 F
3796189006007 10240
ISSN 0024-7650
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1024 - 16 janvier 1988 - prix : 6 F

lutte ouvrière

du candidat Chirac au présumé candidat Mitterrand, il n'y a que du vent

LE VOTE POUR ARLETTE LAGUILLER SERA LE VOTE DE LA COLERE

DU CANDIDAT CHIRAC AU PRÉSUMÉ CANDIDAT MITTERRAND, IL N'Y A QUE DU VENT

LE VOTE POUR ARLETTE LAGUILLER SERA LE VOTE DE LA COLÈRE

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Quelle grande nouvelle et quelle surprise : Chirac sera candidat à l'élection présidentielle. Cela ne fait jamais qu'une bonne dizaine d'années que tout le monde sait que c'est son ambition. Mais maintenant, il a choisi d'en parler lui-même.

En parler, il le peut. Mais comprendre dans ce qu'il dit ce qu'il projette exactement de faire et qu'il n'ait pas déjà fait depuis qu'il est chef de gouvernement – il l'a été deux ans sous Mitterrand, et deux ans sous Gisacard – c'est bien plus difficile. Il faut dire que le pauvre Chirac a une tâche bien difficile dans cette campagne.

* * *

Il doit d'abord se démarquer de François Mitterrand, le candidat présumé du Parti Socialiste. Car apparemment, au deuxième tour, c'est Mitterrand qu'il devra affronter. Il faut donc que tout l'électorat de droite, jusqu'à celui de Le Pen, se reconnaisse dans Chirac contre Mitterrand. Mais les sondages donnent Mitterrand gagnant et, si Chirac veut gagner les élections, il lui faut aussi prendre parmi les actuels électeurs de Mitterrand, ce qui implique de ne pas apparaître trop à droite. Que la vie est donc difficile !

Alors, par exemple, on expulse des Iraniens un jour, qu'on réimporte quelques semaines après, en mauvais état certes, mais vivants. Cela peut passer pour une mesure libérale mais cela ne coûte pas cher à la bourgeoisie et aux financiers français, du moins dans la mesure où il n'y a pas de rétorsion économique de l'Iran.

* * *

Et puis surtout, Chirac doit se battre contre Raymond Barre, l'autre candidat de droite. Mitterrand était la force tranquille, Barre joue la force débonnaire face à la pugnacité du sportif Chirac. Chaque chose en son temps ; pour le moment, Barre est bien plus le rival de Chirac que Mitterrand. Car au premier tour, c'est à qui devancera l'autre pour pouvoir être présent au second tour. Le plus urgent est donc de devancer Barre.

Pour le second tour, Chirac verra plus tard ; mais malgré tout, pour dépasser Barre au premier tour, il ne doit rien faire qui puisse lui faire perdre des voix contre Mitterrand au second. Et pour avoir une chance contre Mitterrand au second tour, il ne doit rien faire non plus qui puisse lui faire perdre des voix contre Barre au premier. Que Chirac est donc malheureux !

De là les propositions extraordinairement originales auxquelles se livrent deux candidats. A Raymond Barre qui propose un « minimum social garanti », Chirac répond en proposant un « minimum d'activité garantie » ; il paraît que la nuance est importante et que ça va bien au-delà. Dans les mots, on ne voit déjà pas en quoi. Mais une fois l'un ou l'autre au gouvernement, on peut parier à dix contre un qu'il n'y aura pas de différence entre les deux.

Non, les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre de ces hommes-là, qui sont tous fondamentalement d'accord pour défendre les privilèges et les profits des financiers qui mènent le monde à la crise et à la faillite ; qui sont fondamentalement d'accord pour protéger cette société qui accumule la richesse à un pôle et la misère à l'autre et qui nous entraîne à la ruine car son seul moteur, c'est le profit d'une minorité.

Alors, ce que j'aurai personnellement à dire dans cette campagne aux travailleurs, c'est que ceux qui voteront pour ma candidature ne devront pas s'attendre à changer quoi que ce soit, par leur seul vote, à la situation sociale en France. Par contre, je peux leur dire que, s'ils sont nombreux à voter de cette façon, ils feront une démonstration politique : la démonstration de leur « ras-le-bol » et de la colère des travailleurs ; la démonstration qu'un nombre croissant de travailleurs ne sont plus dupes du jeu électoral qu'on leur propose ; la démonstration que la colère grandit parmi les chômeurs, parmi ceux dont on a bloqué les salaires depuis cinq ans, sous la gauche comme sous la droite.

Voilà à quoi pourra servir ma candidature. 660 000 électeurs ont voté pour celle-ci en 1981. Si ce nombre augmente un tant soit peu, il sera pris par la bourgeoisie, par le gouvernement, comme un avertissement ; l'avertissement qu'ils ne peuvent pas aller trop loin sans susciter des réactions de la classe ouvrière. Car un million de grévistes peuvent changer plus de choses que 15 millions d'électeurs.

A NOS LECTEURS

A partir du n° 1025, paraissant le 23 janvier, le prix de *Lutte Ouvrière* passera à 8 F. Nous sommes malheureusement contraints de recourir à cette augmentation, qui maintient notre journal à un prix modique, en vue d'assurer l'équilibre financier de notre hebdomadaire.

Mais nous sommes persuadés que tous les lecteurs de *Lutte Ouvrière* le comprendront parfaitement. Son prix n'avait d'ailleurs pas augmenté depuis 1982 ! Et nos lecteurs savent bien comme nous que la presse révolutionnaire n'a ni annonceurs publicitaires ni investisseurs privés, et qu'elle ne peut compter que sur ses lecteurs pour faire face à ses frais.

Et ils sont conscients aussi de la nécessité de voir les idées révolutionnaires s'exprimer dans un journal, d'autant plus en cette période de crise où les idées réactionnaires reviennent en force.

Merci d'avance de votre fidélité.

CANDIDAT ?
PAS CANDIDAT ?

MITTERRAND JOUE LES COQUETTES

Se présentera-t-il ? Ne se présentera-t-il pas ? Telle est la question.

L'intéressé, du haut de son Olympe, en l'occurrence l'Elysée, laisse tomber les indices par bribes, sous forme d'énigmes et de petites phrases ambiguës. A charge pour les grands prêtres du Parti Socialiste et les journalistes de les interpréter.

Mais ce n'est pas le prélude d'une tragédie antique. Tout au plus un vaudeville qui pourrait s'intituler «les calculs de Tonton», et dans lequel le héros principal jouerait le rôle de grande coquette.

Le thème de la pièce n'est même pas nouveau. Et on peut même dire que tous les sept ans, on a droit, à quelques variantes près, à une rediffusion. Car si l'on feint aujourd'hui de s'étonner des «silences» de Mitterrand, il ne faudrait pas oublier que ses prédécesseurs agissaient souvent de même. Ainsi, De Gaulle et Giscard d'Estaing ne se portèrent officiellement candidats à un second mandat qu'à quelques jours seulement de la date d'ouverture de la campagne officielle.

Tout cela relève de la tactique, disons plutôt des ficelles, du métier de politicien.

Si Mitterrand a l'intention de se présenter, il a intérêt à le faire savoir le plus tard possible. Car aujourd'hui, de par sa fonction, il occupe une position qui lui permet d'intervenir comme un arbitre, en tant que *«représentant élu par l'ensemble de la Nation»*. Dès lors qu'il sera candidat, il perdra cette image et cette possibilité.

Alors ? Partant ? Non partant ? Les paris sont ouverts.

Une des raisons qui pourrait inciter Mitterrand à se dérober – et ce serait bien évidemment une raison majeure – est le risque d'être battu. Il peut souhaiter laisser à un autre ce triste rôle. Car si un échec personnel lui serait préjudiciable, un échec du Parti Socialiste ne ternirait pas son image personnelle, qu'il doit bien davantage à son passage à l'Elysée qu'à son titre d'ancien premier secrétaire du Parti Socialiste. Il pourrait se retirer du premier plan de la scène politique et éventuellement se mettre «en réserve de la République», dans l'attente que les circonstances lui donnent l'occasion de faire don de sa personne, ou plutôt de son personnage, à la France.

Mais les sondages – et, à défaut d'autres indications, force est d'en tenir compte – le donnent favori.

Il apparaît aux yeux d'une partie importante des électeurs comme crédible, expérimenté, et il a fait la démonstration aux yeux d'une fraction de la bourgeoisie et de l'électorat modéré qu'il était l'homme de la «cohabitation» réussie, l'homme de la «force tranquille» qui a su faire la preuve de son efficacité comme tranquillisant politique et social.

GARDER L'ASSEMBLÉE ACTUELLE OU PAS ?

A partir de là, on peut expliquer l'attitude de la plupart des dirigeants socialistes qui déclarent avec insistance qu'il n'est pas question de s'engager à l'avance à dissoudre l'Assemblée nationale au cas où le candidat soutenu par le Parti Socialiste serait élu. Ce faisant, ils n'hésitent pas à aller sciemment à l'encontre du sentiment de bon nombre d'électeurs de gauche qui s'imaginent que la victoire de leur candidat aboutirait automatiquement à de nouvelles élections législatives. Et que la réélection d'un président socialiste se traduirait par une majorité parlementaire de gauche.

Les dirigeants du PS disent qu'ils ne peuvent pas s'engager pour un candidat qui n'est pas encore connu, mais bien évidemment les vraies raisons sont ailleurs.

La dissolution de l'Assemblée nationale ne présente guère plus d'avantages que d'inconvénients pour le PS, pour ses députés et pour Mitterrand.

Une seule raison pourrait les inciter à la souhaiter : ce serait l'espoir d'obtenir un nombre plus grand de députés. Hypothèse douteuse, car la majorité qui permettrait l'élection d'un président du PS ne se retrouverait peut-être pas aux législatives sur le nom de chacun des candidats socialistes. Chaque député risquerait sa place dans une telle opération, et globalement le groupe parlementaire socialiste pourrait s'en trouver amoindri. Avec, en plus, un autre inconvénient : la nécessité, dans la plupart des endroits, pour les candidats du PS, de négocier, ou du moins d'être tributaires des voix du PC pour se faire élire. Ce qui serait plus gênant qu'autre chose pour le Parti Socialiste, et pour les projets d'un Mitterrand.

Car si Mitterrand était réélu – ce serait sans doute vrai pour Rocard aussi, mais avec une marge de manœuvre moins grande – il aurait un autre choix, bien moins aléatoire, qui lui permettrait tout autant, et même mieux, de réaliser ses ambitions : ce serait de faire avec l'Assemblée telle qu'elle est aujourd'hui. Plus même ! Ce serait de profiter d'un nouveau mandat présidentiel pour peser sur les hommes de l'actuelle majorité afin de recomposer une majorité nouvelle et gouverner avec une coalition «centriste».

Selon quel dosage ? Avec quels hommes ? Faisons confiance au cuisinier. Il saura trouver d'autant que les offres de services sont nombreuses et se font presque au grand jour.

Mitterrand retrouverait alors le drapeau politique qui était le sien sous la IVe République, lorsqu'il était un compagnon politique de Chaban-Delmas, bien avant qu'il ne s'approprie le Parti Socialiste.

Après avoir réduit l'influence électorale du PCF, Mitterrand finirait sa carrière comme artisan d'un regroupement parlementaire au centre – centre dont la politique ne différera pas de celle de la droite, et dont les têtes de file se recruteront entre autres dans l'actuelle majorité.

Dans les élections qui viennent, on ne peut espérer de changement. Ce n'est pas une nouveauté. Mais, cette fois, le changement, on ne nous le promet même pas.

Jean-Pierre VIAL

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

A LIMOGES

DIMANCHE 24 JANVIER
de 14 h 30 à 21 h
Salle des Fêtes de Panazol

IRANIENS EXPULSES
RECUL DU GOUVERNEMENT

«S'il s'agit, au travers de la grève de la faim, d'une tentative de pression sur le gouvernement français, celui-ci ne cèdera pas...» déclarait Pasqua le 10 janvier. Et bien c'est fait, il a cédé, en partie du moins.

Premier acte : le tribunal administratif accepte de surseoir à l'expulsion de trois Iraniens déjà expulsés au Gabon. C'est absurde, mais qu'importe. Second acte : *«Pour des raisons humanitaires»* sur les quinze expulsés au Gabon, sept peuvent revenir en France, et les huit autres (dont trois Turcs) pourront se rendre... en Espagne. Pourquoi l'Espagne ? Mystère. Nous ne savons pas si les Iraniens vont pour autant cesser leur grève de la faim. En tout cas c'est celle-ci qui vient de faire reculer le gouvernement français. Car le côté sordide de l'échange otages du Liban contre réfugiés politiques iraniens devenait toujours plus apparent et le gouvernement redoutait d'endosser la responsabilité de la mort éventuelle d'un des grévistes de la faim.

Il n'est guère facile pour le gouvernement de satisfaire à la fois Khomeiny et l'Irak, à la fois la partie de l'opinion la plus sensible à l'insécurité et celle qui s'indigne du sort fait aux réfugiés iraniens, et cela en pleine période électorale !

Et surtout, surtout, sans déplaire aux marchands de canons français, qui ne voudraient pas qu'on compromette leurs ventes à l'Irak, et à l'Iran.

PLUS MALHEURET QUE LUI, TU MEURS !

Entre l'expulsion d'un charter entier de Maliens, l'assassinat de Malik Oussekine, en décembre 1986, les expulsions répétées - parfois avec rafles à l'appui - de réfugiés basques et, tout dernièrement celle de réfugiés iraniens et turcs, Bernard Kouchner, le Président d'honneur de «Médecins du Monde», avait le choix des motifs pour chercher querelle à Malhuret.

Ledit secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme reconnaît d'ailleurs lui-même qu'il n'est pas là pour contredire son ministre de l'Intérieur, Pasqua : *«Ce n'est pas à un membre du gouvernement de juger son gouvernement»* a-t-il déclaré ; donc, dans l'affaire des Iraniens, ce sera, selon lui, aux tribunaux administratifs de juger.

N'en déplaise à Kouchner, Malhuret estime donc qu'il fait son travail puisque son rôle de défenseur des droits de l'Homme s'arrête là où commence son rôle de ministre alibi.

En son temps déjà, Huguette Bouchardeau à la tête du secrétariat à l'Environnement avait aussi connu ses drames de conscience...et laissé courir les fûts de déchets contenant de la dioxine au nom de la solidarité gouvernementale. Les maroquins en forme de feuille de vigne ont l'air de devenir une tradition. Peu confortables sans doute...mais ils permettent quand même d'accéder à la mangeoire gouvernementale.

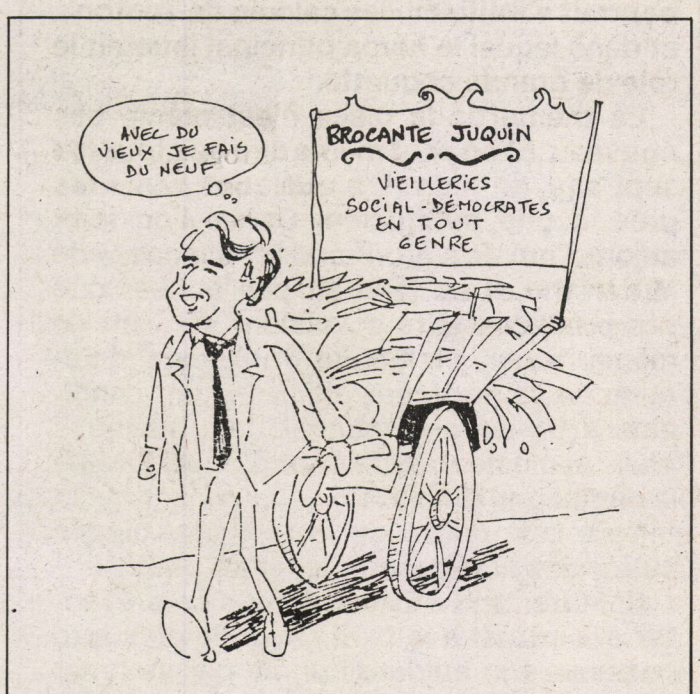
H.M.

Juquin et les Rénovateurs :

VERS UN NOUVEAU PARTI ?
MAIS AVEC DE VIEILLES IDÉES !

Rassemblés autour de Pierre Juquin, les «Rénovateurs» ont tenu les 9 et 10 janvier leurs Assises nationales à Lyon.

Ces Rénovateurs, maintenant hors du Parti Communiste Français, seraient environ 4000, selon leurs propres dires. Ils étaient représentés à Lyon par 350 délégués dont la presse nous dit que 80 % étaient d'anciens membres du PCF. Des exclus ou des démissionnaires de fraîche date sans doute pour certains, mais aussi des chevaux de retour, ex-membres du parti depuis plus de 20 ans comme Kriegel-Valrimont. L'ampleur de la vague de départ du PC suite à la contestation de Juquin semble pour l'instant assez limitée.



Réunis une semaine avant la rencontre nationale des comités de soutien à la candidature de Pierre Juquin, les Rénovateurs semblent vouloir donner vie à leur mouvement et s'affirmer comme un courant ayant une existence propre indépendamment de ces comités de soutien.

Certes, pour l'instant ceux qui étaient les plus pressés de proclamer un nouveau parti ont été mis, paraît-il, en minorité. Néanmoins Pierre Juquin a affirmé l'intention de son mouvement d'apparaître sur la scène politique au-delà des élections présidentielles : *«Nous serons présents à toutes les échéances électorales»*.

Les Rénovateurs deviendraient ainsi un mouvement politique à part entière qui se présenterait à toutes les élections, sans doute pour tenter de profiter de ce qu'il *«existe un espace politique pour une force politique»*, selon l'expression de Kriegel-Valrimont qui a exhorté les Rénovateurs à *«ne pas rater le coche pour ouvrir l'avenir»*.

Evidemment cet avenir-là peut concerner certaines personnalités ou certains élus du PC qui pourraient peut-être voir dans Juquin une planche de salut si le PC perdait encore des voix, et surtout si Juquin faisait un bon score aux présidentielles montrant qu'il a un poids électoral suffisant pour pouvoir monnayer auprès du Parti Socialiste des postes dans les municipalités, les conseils généraux, voire même au-delà.

Evidemment, pour l'instant, cet avenir-là est bien hypothétique et il y a sans doute un certain nombre de gens au sein du PC qui attendent de mesurer l'impact électoral de Juquin avant de décider de quitter le Parti.

L'espoir de Juquin et du mouvement rénovateur est bien sûr de réussir à déclencher une nouvelle vague de démissions du PC qui viendrait les renforcer.

Mais toutes ces supputations électorales des uns et des autres n'ont pas grand-chose à voir avec les intérêts des travailleurs. Ceux-ci r 'ont rien à attendre de Juquin, membre pendant 30 ans de l'appareil dirigeant du PCF, ex-secrétaire particulier de Georges Marchais pendant un temps, nommé responsable de la propagande au sein du Bureau Politique en 1979, porte-parole officiel du PC de 1982 à 1984 ; il ne s'est découvert des divergences qu'en 1984 lorsque le PCF a décidé de quitter le gouvernement.

D'ailleurs Juquin se garde bien de se présenter comme le défenseur des intérêts des travailleurs. Il s'adresse aux «Français» en général, jamais aux travailleurs ou à la classe ouvrière. Comme tous les politiciens qui visent à râtisser large sur le plan électoral et - pourquoi pas ? - à accéder à des responsabilités dans la gestion des affaires de la bourgeoisie, Juquin se pose en «rassembleur» et veut ignorer les intérêts de classe des travailleurs.

La télévision a rapporté que Pierre Juquin avait tenu, lors des Assises nationales des Rénovateurs, à se démarquer des organisations d'extrême-gauche qui lui apportent leur soutien. Il veut bien du soutien mais ne veut surtout pas qu'on puisse croire qu'il partage les idées d'extrême-gauche, les idées du communisme révolutionnaire. Car il est bien loin de tout cela.

En fait de rénovation, ce sont les vieilles idées social-démocrates de collaboration de classe, c'est-à-dire une politique allant à l'encontre des intérêts des travailleurs, qu'il défend avec un vocabulaire à la mode.

Dominique CHABLIS

LE PCF ET LE 2e TOUR

Pour le PCF, ce n'est pas encore l'heure de choisir ce qu'il fera.

Le PCF n'a pas encore fait connaître sa position pour le deuxième tour de l'élection présidentielle. Ce n'est guère surprenant, c'est même une tradition au PCF qui met toujours l'accent sur le premier tour et se réserve de donner sa position au moment voulu, en fonction, dit-il, de ses analyses des résultats du 1er tour.

Evidemment, cela alimente les spéculations aussi bien dans les milieux politiques et journalistiques que chez les militants du rang. Bien qu'il y ait encore beaucoup d'inconnues dans ce scrutin, et notamment le nom du candidat socialiste, une chose semble assurée : le candidat du PCF n'a aucune chance d'être présent au 2e tour et donc le problème de l'attitude à adopter, vis-à-vis du candidat socialiste restant en lice, se pose bien.

Interrogé sur une éventuelle abstention avec rappel de la position du PCF en 1969 quand il avait refusé de choisir entre *«Bonnet blanc et blanc bonnet»* (c'est-à-dire entre Poher et Pompidou), Lajoinie a fait remarquer qu'il s'agissait alors d'un cas de figure mettant en présence deux candidats de la droite. Il n'en a pas dit plus mais cette petite phrase a suffi pour que la presse cherche à lui faire dire ce que précisément il se refuse à dire.

Nous n'avons évidemment pas la prétention de savoir ce que fera le PCF au second tour, mais nous pouvons essayer de voir comment le problème se pose.

Le PCF a le choix entre s'abstenir et faire voter pour le candidat socialiste. S'abstenir, cela pourrait être dans la ligne du dernier congrès dénonçant les «erreurs» de l'Union de la Gauche, et de la politique unitaire aux sommet. Cela cadrerait aussi avec le cours actuel du PCF qui parle plus de lutte que d'élection, adopte un langage en apparence plus radical et développe un comportement délibérément sectaire *(«Seuls les communistes se battent», «Il n'y a que le Parti Communiste pour défendre les travailleur», etc.).*

Mais s'abstenir, pour un parti aussi résolument électoraliste que le PCF, est une position difficile. D'ailleurs, même si cette position plaît à l'évidence à un certain nombre de militants et de travailleurs communistes du rang, il n'est pas sûr qu'elle soit suivie par les électeurs du PCF au 2e tour. On ne développe pas impunément pendant des années l'illusion réformiste selon laquelle pour *«changer la vie»,* il faut *«battre la droite»* sans qu'on ait ensuite du mal à changer de cap. Sans compter que ce changement de cap ne serait que circonstanciel, puisque, de toute façon, le PCF n'envisage que la voie électorale, avec toutes les alliances qu'elle implique, pour parvenir au gouvernement.

Enfin, et ce n'est pas le moindre problème, pour les élus locaux du Parti (les prochaines cantonales sont à l'automne 1988 et les municipales en 1989), l'abstention aujourd'hui équivaudrait à une rupture avec les alliés socialistes, avec lesquels ils ont été élus en 1983 sur des listes communes, et qui leur ont permis alors de l'emporter localement. C'est dire que si dans le PCF actuel il y a, c'est incontestable, des partisans de l'abstention, il y a sans doute autant d'adversaires résolus de cette position.

Alors, faire voter pour le candidat socialiste ? Oui, mais comment ? Après ou sans négociation ? C'est encore un autre problème. Pour négocier il faut être deux à le vouloir. Il faudrait donc que le PS ait intérêt à passer un accord avec le PCF entre les deux tours. Ce n'est pas impossible à imaginer, mais si le PCF a peu de voix, on peut aussi penser que le PS serait plus avide de gagner des électeurs au centre – ce qui faciliterait des ouvertures ultérieures au niveau gouvernemental. Il pourrait alors se contenter de tabler sur le vieux réflexe unitaire des électeurs du PCF, sans avoir à s'engager ostensiblement avec lui.

Le PCF le sait. Le PS aussi. C'est pourquoi Lajoinie en sera peut-être réduit à précéder ses électeurs en appelant à voter socialiste au 2e tour. Mais de toute façon et même si le PCF parvenait à conclure un accord avec le PS, en vue de ménager l'avenir, il se retrouverait alors dans la situation d'Union de la Gauche qui lui a fait perdre la moitié de ses voix en dix ans.

Unité, division, critique, accord, compromis ? Depuis dix ans, quel que soit le cours adopté – et il y a eu toutes les variantes et même plusieurs fois – le PCF a perdu des voix au profit du partenaire socialiste. Le PS affaibli de 1972 (il avait fait 5 % des voix au présidentielles de 1969) est devenu électoralement le premier parti du pays. C'est un phénomène sur lequel le PCF se casse aujourd'hui les dents.

Et c'est une situation dont il ne peut pas se sortir s'il reste dans une perspective électorale. Or le PCF y reste, délibérément. Lui qui demeure, envers et contre tout, le premier parti ouvrier, en militants, en dévouement, en expérience, il s'obstine depuis des décennies à embourber ses militants ouvriers dans la voie sans issue de l'électoralisme.

Alors, que fera le PCF au 2e tour ? Parviendra-t-il à ménager ceux qui ne veulent plus entendre parler d'une alliance avec le PS tout en sauvegardant les chances de ses élus locaux ? On ne peut pas le savoir. Mais ce qui est sûr, c'est que le silence actuel des dirigeants communistes, s'il est une réponse légitime aux journalistes, est aussi le plus sûr moyen de ne pas répondre aux militants. Et c'est sans doute bien plus grave.

Colette BERNARD

1/3 + 1/3 + 1/3 = UNE BELLE HYPOCRISIE

En guise de premier rapport annuel, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) s'est délivré un satisfecit.

Eludant en douceur les magouilles ou les scandales qui ont entouré l'attribution des chaînes TV ou des fréquences sur la bande FM, la CNCL n'a pas cherché à se justifier auprès de ses détracteurs de tous bords.

Elle se félicite d'être globalement restée fidèle au pluralisme, notamment dans l'information politique. Une légère autocritique pourtant sur ce terrain-là ; d'après les rapporteurs, la règle des trois tiers (un tiers de temps pour le gouvernement, un tiers pour la majorité et un tiers pour l'opposition, élaborée du temps de la Haute Autorité, ancêtre de la CNCL sous la gauche), n'aurait pas été toujours scrupuleusement respectée. Le gouvernement aurait parfois mordu sur le temps de la majorité. Mais réparation ne saurait manquer d'être faite...

Un ministre français en Turquie

LE GOUVERNEMENT S'INCLINE BIEN BAS POUR RAMASSER DES MARCHÉS POUR LES CAPITALISTES FRANÇAIS

Jean-Bernard Raimond, le ministre des Affaires étrangères, est allé rendre visite à Turgut Ozal, le Premier ministre turc, et au général Evren, président de la République et initiateur du coup d'Etat de 1980 qui avait porté les militaires au pouvoir. Les relations entre la France et ce pays seraient revenues au beau fixe.

Pourtant, il y a quelques semaines, un jeune guide touristique, Michel Caraminot, avait assombri l'horizon des relations entre les deux pays. Il avait été condamné à 5 ans de prison ferme, pour avoir évoqué la culture arménienne au cours de ses visites, ce qui avait été jugé comme des menées politiques contre l'Etat turc. Il avait réussi à quitter clandestinement la Turquie, après trois mois et demi de détention tout de même. A ce moment-là, il y avait encore des ratés dans les relations entre la France et la Turquie qui depuis plusieurs années n'étaient pas au mieux, le gouvernement de la Turquie reprochant à celui de la France des sympathies pour la communauté et la cause arméniennes. Ces relations étaient même arrivées si bas que Thomson, qui devait récupérer un gros marché de vente de radars pour les aéroports civils, s'était vu récusé au dernier moment.

Mais voilà, le gouvernement français s'y connaît en diplomatie. Au lendemain des élections du 16 novembre, celles qui, avec 36 % des voix, ont donné 66 % des sièges de l'assemblée au parti de Turgut Ozal - le civil mis en place par les militaires artisans du coup d'Etat de 1980- Chirac l'a félicité pour l'exemple de démocratie que selon lui il a donné !

Tant pis si deux dirigeants du Parti Communiste - formation interdite de se présenter à la consultation électorale en question - rentrés en Turquie pour la circonstance, avaient aussitôt été arrêtés et jetés en prison où ils sont encore à ce jour. Tant pis pour les Kurdes à qui le régime livre une véritable guerre remplissant les prisons et les cimetières à l'occasion. Tant pis pour tous les opposants politiques emprisonnés, torturés, assassinés.

Ce qui compte, c'est que les firmes françaises exclues du marché turc puissent y revenir. Et on apprend qu'en décembre la Société Auxiliaire d'Entreprises a signé un contrat de plusieurs centaines de millions de dollars pour construire un réseau de distribution de gaz à Istambul, que Thomson participera à un second appel d'offres pour les radars devant équiper les aéroports turcs, que des contrats sont à l'étude : métro d'Ankara, armement (artillerie, hélicoptères de combats) etc.

Le gouvernement d'Ankara a signé la convention européenne contre la torture ; ça ne coûte rien n'est-ce pas ? Le gouvernement français pourrait alors ne pas être gêné d'appuyer la candidature à la Communauté Economique Européenne de la Turquie, pays jusque-là écarté sous le motif officiel qu'il ne respecte pas suffisamment les libertés démocratiques pour être présentable. Pour accompagner Jean-Bernard Raimond en Turquie, il ne manquait que Malhuret, le secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme. Lui au moins, pour les relations avec la Turquie des militaires, il a la moustache de l'emploi. Et pour ce qui aurait été des risques d'affrontement avec les représentants de la dictature, pas d'inquiétude : il est totalement inoffensif.

L.G.

Des voyageurs bloqués plus de 10 jours à la Réunion

OTAGES DE LA GUERRE ENTRE CHARTERS ET GRANDES COMPAGNIES

Il a fallu plus de dix jours pour que les 148 clients de l'association «Le Point Mulhouse», bloqués à la Réunion par la panne technique de l'unique avion de la compagnie «Point Air» exploitant pour son compte la ligne, puissent partir de l'aéroport de Saint-Denis de la Réunion. C'est un avion d'une compagnie de charters américaine qui les a rapatriés en deux fois.

Des milliers de voyageurs, qui avaient retenu et payé leur place sur ce parcours France-Réunion au «Point Mulhouse», se sont retrouvés dans l'embarras par la défaillance de cette compagnie. Certains, quelques centaines, ont pu bénéficier de places disponibles sur les avions d'Air France, mais d'autres ont dû annuler leur voyage. Pour ceux qui se sont retrouvés bloqués, la compagnie Air France s'était déclarée dans l'incapacité de les dépanner jusqu'au 16 janvier, n'ayant selon elle pas d'avion disponible.

Parmi les passagers en attente, il y avait surtout des vacanciers. Pas que des touristes, mais également des travailleurs venus voir leur famille restée au pays. Tous ont vu leur séjour prolongé d'une façon qu'ils ne souhaitaient sans doute pas. Leur situation n'a certes pas été des plus dramatiques, encore que camper dans un aéroport, en attendant incessamment un retour qui n'arrive pas, n'ait pas spécialement un goût de vacances. Encore moins si du fait du retard on perd son emploi comme cela aurait été le cas de l'un d'entre eux.

Les clients des compagnies charters ne figurent pas, généralement, parmi les plus fortunés de ceux qui empruntent le transport aérien. Bien au contraire.

Les sociétés de charters élargissent la clientèle de l'avion en pratiquant des prix très inférieurs à ceux des grandes compagnies. Celles-ci voient le plus souvent d'un très mauvais oeil cette concurrence qui risque de les obliger à baisser des prix, la plupart du temps très largement surévalués, surtout lorsqu'elles exercent le monopole de la desserte de certaines lignes (comme c'est le cas, pour Air France sur les Antilles par exemple).

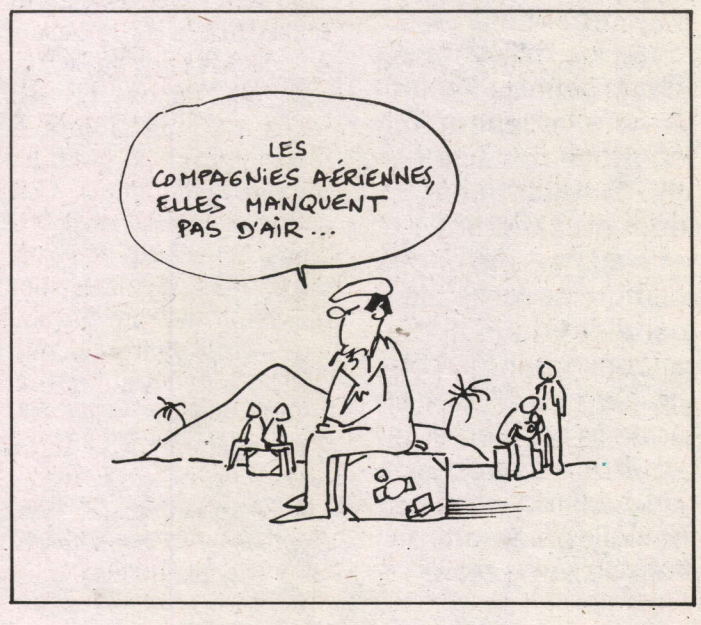
Il est vrai d'un autre côté, que les grandes compagnies peuvent se prévaloir de moyens largement supérieurs garantissant le service à leurs clients, alors que les compagnies charters qui sont aussi des associations «à but lucratif», font au minimum, et ne sont pas très regardantes sur la qualité technique. En tout cas, les grandes compagnies, qui ont dû baisser déjà leurs prix sur certaines lignes du fait de la concurrence des charters, guettent les occasions de «descendre en flamme» les derniers. Et la guerre entre les unes et les autres est permanente.

Le «Point Air» qui couvrait le «Point Mulhouse», est en règlement judiciaire depuis début décembre. Trois compagnies se sont mises sur les rangs pour son rachat. Parmi elles d'ailleurs, une société charter créée et contrôlée par Air France, la compagnie «Minerve».

De là à penser que le blocage prolongé des 148 passagers du «Point Mulhouse», avec toute la publicité accordée à l'événement pouvant dégoûter la clientèle éventuelle de s'adresser à cette association, puisse favoriser une certaine liquidation de «Point Air», il n'y a qu'un pas. Et si Air France n'avait pas fait tous les efforts en rapport avec ses moyens pour rapatrier les passagers en attente ?

Cela signifierait alors que les passagers bloqués auraient servi d'otages dans une guerre entre petites et grandes compagnies. Pour des «pirates de l'air», les gens ne sont d'ailleurs rien de plus qu'une simple monnaie d'échange.

L.G.



Amoco Cadiz

LES POLLUEURS REFUSENT D'ÊTRE LES PAYEURS

L'Amoco Cadiz sombrant au large de Portsall, mars 1978.

Il aura fallu dix ans de ténacité aux représentants et aux avocats des 90 communes bretonnes sinistrées par la marée noire libérée par l'*Amoco Cadiz,* éventré sur les rochers de Portsall le 16 mars 1978, pour obtenir le verdict du tribunal de Chicago sur leur plainte et celle de l'Etat français. Et l'Amoco Corp., ex-Standard Oil of Indiana, n'a pas été mise sur la paille!

En incluant les intérêts courus depuis 1978, elle est condamnée à payer en tout 468 millions de francs, alors que l'Etat et les communes français lui en réclamaient au total plus du double. 468 millions de francs, alors que, pour 1987 seulement, la compagnie espère réaliser plus de cinq milliards de francs de profits. Et, pour ce qui ne représente pas même un mois de ses bénéfices, elle fait appel du jugement (il faut dire qu'au départ, selon ce que rapporte *Ouest-France,* Amoco proposait une transaction amiable portant sur une somme cent fois moindre...).

Sur ce petit demi-milliard de francs, l'ensemble des communes concernées ne touchera d'ailleurs que 90 millions, le reste allant à l'Etat, qui leur avait certes consenti des avances, mais qui est tout de même beaucoup moins lésé puisqu'il reçoit 380 millions sur les 430 réclamés. Selon les responsables de l'organisme regroupant les intérêts des communes bretonnes, la somme couvre tout juste les frais de procédures et d'avocats engagés depuis ces dix années, et ils se déclarent écœurés. Il y a de quoi.

Le jugement de Chicago ne prend en compte que les dépenses rigoureusement facturées et minutieusement vérifiées sur place, en Bretagne, par les experts de la défense de la compagnie Amoco. Il ignore le préjudice porté aux habitants, au tourisme, et surtout l'aspect écologique du désastre, comme la nécessité de repeupler les fonds marins notamment.

Pouvait-on attendre autre chose de la part d'une des plus grandes compagnies pétrolières? Dejà, le fait d'avoir été déclarée officiellement responsable de l'accident et de ses conséquences – 200 000 tonnes de mazout souillant plus de 360 km de côtes – a dû lui rester en travers de la gorge. C'est une première juridique, paraît-il. Il est vrai que pour sa pollution du Rhin, Sandoz a versé, sans procès, une somme proportionnellement plus satisfaisante, semble-t-il. Mais les pétroliers sillonnent les mers du monde entier, et les dégâts qu'ils provoquent sont autrement considérables et répétés. La Bretagne, à elle seule, a subi une série d'accidents de pétroliers: le *Torrey Canyon* en 1967, l'*Olympic Bravery* et le *Bohlen* en 1976, l'*Amoco Cadiz,* donc, en 1978, le *Tanio* en 1980.

Et il n'y a pas que les déversements accidentels, il y a aussi les dégazages en mer, en principe interdits. En ce moment même, des milliers d'oiseaux meurent victimes du mazout sur les côtes de Belgique et de Hollande, à la suite des déversements dus à des navires non identifiés... car les capitaines profitent de la baisse des contrôles pendant la période des fêtes, paraît-il.

Selon les chiffres d'une députée du PCF au Parlement européen, rien que pour 1986, les pétroliers auraient répandu accidentellement 500 000 tonnes de mazout, et... 3 millions par suite de tels «dégazages». Alors, on comprend que les compagnies pétrolières ne soient pas prêtes à créer le précédent d'un dédommagement autre que symbolique, et encore, uniquement si l'Amoco Corp. s'y voit réellement contrainte en fin de compte, après son pourvoi en appel...

Christiane LE GUERN

Paris-Dakar

LA PISTE DU FRIC

(AFP)

Une voiture en panne dans le désert, c'est un pépin pour les concurrents, mais pas vraiment pour les annonceurs publicitaires.

Cette année encore, le rallye Paris-Dakar a connu plusieurs accidents: deux morts, au moins sept blessés dont quatre grièvement atteints... et l'arrivée dans la capitale du Sénégal est encore loin.

Depuis sa création le Dakar aura fait vingt morts, pas tous des concurrents ou des suiveurs du rallye, puisque dans le nombre des victimes l'on compte deux enfants et une spectatrice du Burkina-Faso, fauchés sur les pistes par les bolides.

De nombreuses voix se sont élevées pour critiquer l'organisation du rallye: trop dure, paraît-il, et qui éliminerait impitoyablement les amateurs, laissant aux seules grandes marques la possibilité de continuer. Même le directeur de la Fédération internationale de sport automobile a constaté hypocritement que le Paris-Dakar était «fait sur mesure pour les grands constructeurs». *Evidemment! Comme les autres courses d'auto et de moto qui sont leur monopole et leur banc d'essai. Et comme l'ensemble du sport en général qui, pour les sponsors qui transforment les concurrents en hommes-sandwichs, n'est rien d'autre qu'une occasion d'investissement, parce que la pub, ça rapporte.*

Mais derrière la polémique qui cette année s'est engagée autour du Paris-Dakar, il s'agit encore, et en grande partie, d'un problème de gros sous. Il y a ceux qui, soutenant la course, viennent cyniquement expliquer sur les chaînes de télévision que l'apparition de leur marque sur le petit écran justifie amplement les dépenses engagées dans le «Dakar». Mais parmi les «sponsors», il y a ceux aussi qui, paraît-il, n'y trouvent pas leur compte. Soit parce qu'en France l'exclusivité des reportages est assurée par «La 5», une chaîne pas assez regardée et qui ne couvre pas l'ensemble du territoire national; soit parce qu'à cause du trop grand nombre d'abandons disparaissent des supports publicitaires de leurs marques. Car tous ces gens, les Kouros, Pionnier et autre Camel, qu'ils soient aujourd'hui satisfaits ou mécontents ne comptabilisent pas, eux, les temps effectués par les divers concurrents – de cela ils se moquent éperdument – mais bien plutôt les secondes où la marque de leur produit apparaît sur le petit écran.

Alors, et la grande aventure humaine, et le sport dans tout cela, puisque c'est encore ainsi que certains osent présenter ce rallye? Sottises! Le Paris-Dakar n'est qu'une grande caravane publicitaire qui, pour vanter quelques grandes marques d'automobiles, d'hi-fi, de cigarettes ou de parfums, sillonne honteusement une des régions les plus pauvres de la planète. Et ceux qui malheureusement laissent leur vie dans les sables du désert, meurent seulement pour un peu de pub qui rapportera à d'autres.

G.L.

LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

(LO)

Meetings d'ARLETTE LAGUILLER candidate de LUTTE OUVRIÈRE

le vendredi 22 janvier
à 20 h 30 à TARBES
salle des fêtes de l'Hôtel de Ville

le vendredi 5 février
à VANNES

le vendredi 19 février
à PARIS Grande salle de la Mutualité

AIDEZ-NOUS SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE

Dans le cadre de la tournée de rencontres et de meetings qu'elle a entreprise, dans toute la France, notre camarade Arlette Laguiller sera le vendredi 22 janvier à Tarbes puis le 5 février à Vannes. Mais, c'est le vendredi 19 février à Paris, à la salle de la Mutualité, qu'elle donnera le coup d'envoi de la campagne proprement dite.

Il restera alors neuf semaines pour tenter de convaincre et entraîner tous ceux qui, dans ces élections, chercheront à traduire leur refus d'une situation où les ont enfermés depuis des années les politiciens de droite et de gauche, et leur volonté de lutter pour que la classe ouvrière reprenne l'offensive.

Mais une campagne, cela se prépare. Il nous faut trouver les moyens humains, matériels et financiers qui rendront plus efficaces l'activité de tous et la campagne d'Arlette.

Dès maintenant, il faut s'assurer des appuis, obtenir des coups de main, recenser les bonnes volontés, aller au devant de ceux qui, en acceptant de nous aider, de coller des affiches, d'organiser des rencontres, de loger des camarades de passage, et bien sûr, de verser et de faire verser à la souscription, seront dans cette campagne les relais militants indispensables pour connaître de nouveaux milieux.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Nous faisons appel à nos lecteurs, à nos sympathisants, à tous ceux que nous avons connus à une occasion ou une autre, à tous ceux qui veulent nous aider : écrivez-nous, prenez contact avec nos camarades, nous verrons ensemble quoi faire et comment.

Mais dès aujourd'hui, commençons par rassembler les moyens financiers nécessaires, commençons par le plus simple et le plus matériel : la SOUSCRIPTION.

Elle est indispensable.

Nous commençons à publier quelques-unes des listes qui nous sont parvenues et nous nous efforcerons de le faire régulièrement au fil des semaines. Ne vous inquiétez pas si vous ne voyez pas tout de suite votre nom, car il faut du temps pour que les listes reviennent centralement et soient publiées, mais nous garantissons que tous ceux qui auront contribué à soutenir la campagne d'Arlette Laguiller figureront dans nos colonnes sous la forme qu'ils auront choisie.

Alors, en avant pour la souscription. NOUS COMPTONS SUR VOUS !

★★★

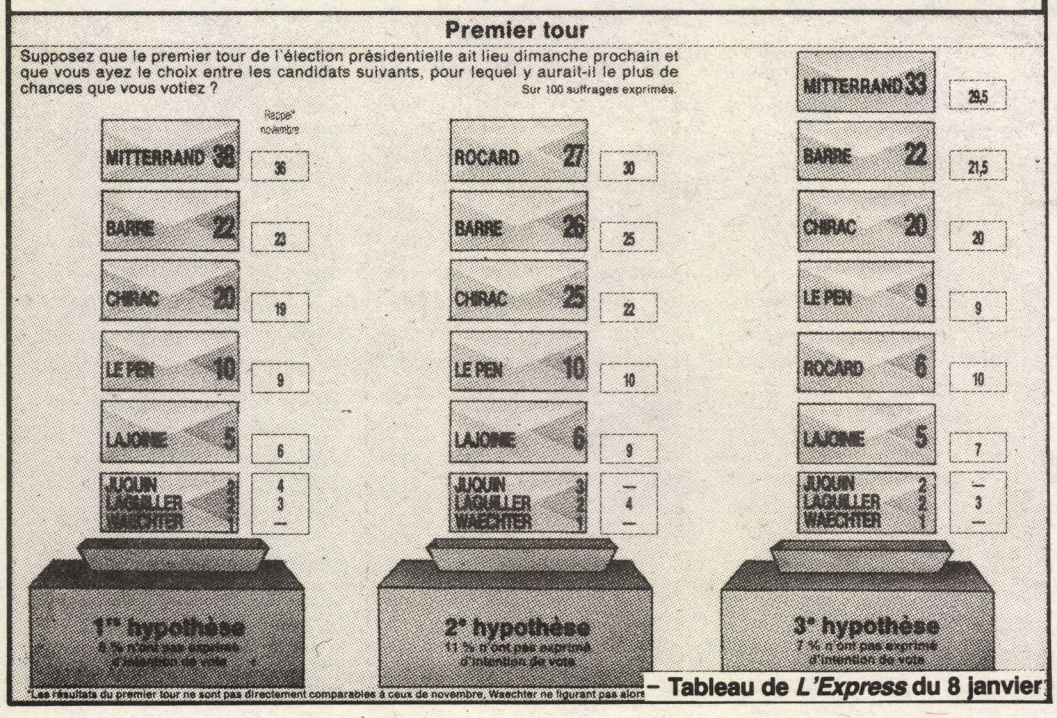
Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18), ou virement postal adressé directement aux Chèques postaux, à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, CCP 31 175 86 W - La Source, avec la mention «souscription».

★★★

ARLETTE LAGUILLER DANS LES SONDAGES

Selon un sondage «Louis Harris» réalisé du 18 au 23 décembre pour L'Express *et* France-Inter, *Arlette Laguiller recueillerait dans toutes les hypothèses, au premier tour de l'élection présidentielle, 2% des voix. Pierre Juquin, lui, obtiendrait également 2% de voix si le candidat socialiste est Mitterrand, mais 3% si c'est Rocard. Enfin, dans tous les cas, le candidat écologiste Antoine Waechter recueillerait 1% des voix.*

Ceux qui ont lu le compte-rendu de ce sondage dans le Monde *du 9 janvier seront sans doute heureux de le savoir. Car curieusement, ce quotidien à l'«objectivité» bien connue omet Arlette Laguiller et Antoine Waechter. Il faut croire qu'on n'est pas du même monde.*



– Tableau de *L'Express* du 8 janvier

Souscription Total rentré à ce jour : 30106 F

REGION PARISIENNE Max, 1500 F. Michel (prof), 500 F M.M. traducteur 1 000 F P. Laffitte, 500 F Maman, 300.

LYCEE NOISY-LE-SEC Anonyme, 60 F. Démocrate anonyme, 50 F. Marie-Claude, 50 F. Carreyrou Josiane, 50 F. Jacques, 50 F. Anonyme, 50 F. Landron, 100 F. Anonyme, 70 F. Y. Conti, 100 F. Hélène J., 100 F. Schaefer André, 115, 15 F. But P.J., 100 F. Cardona E., 100 F.

PUTEAUX (92) Sylvie, 100 F. Philippe, 100 F.

PARIS 15e (Chèques Postaux BOURSEUL) Sylvie, 100 F. Martine, 100 F. Francine, 100 F. Lulu, 300 F. Polos, 100 F. Marie Louise, 100 F. Marchand de pomme, 50 F. Arlette, 50 F. Christine Wolf, 100 F.

ROUEN Gricourt, 50 F. Valérie Denis, 30 F. J.F., 100 F. Manu, 100 F.

RHONE-POULENC (St Aubin-lès-Elbeuf) Loulou, 30 F. Marc, 50 F. Lau, 100 F.

PAS-DE-CALAIS Antoinette Varlet, 300 F.

LILLE Emile, 50 F. A.Y.L., 200 F. Mr et Mme Aunay, 100 F. Mme Lemoine, 20 F. Maurice et Angèle Launay, 100 F.

DOUAI Berthaut, 500 F.

SAINT-OMER Belo, 20 F. Un stal, 100 F. Pour Arlette, 15 F. Anonyme, 100 F. Valentine Pecqueur, ouvrière textile, 100 F. René Pecqueur, délégué CGT bâtiment, 200 F. Louis Marsan, retraité mineur, 50 F. Ivanna, 50 F. Eric, 100 F. Emmanuel, 1 000 F.

ORLEANS Irène, 50 F. Un étudiant révolutionnaire, 100 F. Une étudiante, 100 F. Un étudiant qui vous soutient, 100 F. Une salariée qui vous soutient, 200 F. Jacky, 50 F. Fabrice, 100 F. Philippe, 50 F. Un tourneur, Cépé, 100 F. Idriss l'écolier, 50 F. Edy lycéen, 50 F. Bourdier, 100 F. L.C., 100 F. Une étudiante (1er versement), 300 F. Dominique, 100 F. Un ouvrier de Rivière-Casalis, 30 F. Une sympathisante de l'humanisme, 100 F. Une étudiante, 200 F. Sylvie, 200 F. Marianne, 100 F. Une étudiante pour Arlette, 100 F. Catherine, 20 F. Isabelle, 17 F.

BOURGES Claude, 200 F. Colette Perronnet, 100 F. Kader, 100 F. Une sympathisante, 30 F. Mme Perronnet, 20 F. Une copine, 20 F. Audebert, 10 F. Chantal Bègue, 200 F. Pour tous les opprimés du monde, 100 F. Une sympathisante de loin, 50 F. Une copine, 200 F. Eve-Marie, 100 F. Un copain, 200 F. Une amie, 50 F. Didier, 50 F. Hauchève, 200 F. Perronnet, 100 F. Defins, 30 F. Soutien d'une travailleuse qui n'a pas le droit de vote, 50 F. Une travailleuse de Lutte Ouvrière, 50 F. Une mère de militante, 60 F. Bouton, 20 F. Fernandez, 25 F. Une retraitée, 50 F.

SECU BOURGES Une sympathisante, 100 F. 1er soutien, 20 F.

VIERZON Parents d'un militant, 500 F. Claude Sornin, 1 000 F. Pierre Poussin, «travailleur libre», 500 F. Un soutien, 30 F.

LIMOGES Laurent, 200 F. Martial, 150 F. Legrain, 100 F. Liliane, 150 F.

NEVERS Bellot Valérie, 30 F. Bellot François, 35 F. Bellot André, 35 F. Pascal, 400 F. Marie-José, 80 F. En acompte, 120 F. Une lectrice, 30 F. Marché La Machine, 20 F. André, 20 F. Michel, 110 F.

SNCF SAINT-PIERRE-DES-CORPS Collas Patrice, 30 F. Nasera Patricia, 30 F. Hernandez Daniel, 40 F. Busson Jacques, 50 F. Gillet Alain, 20 F. Ardouin, 30 F. Jean-Yves, 20 F. Dupuy Jean-Claude, 40 F. Tetu Eric, 40 F. Coquard Alain, 50 F. Lavigne Philippe, 50 F. Arnaud Jean-Pierre, 50 F. Vioux, 30 F. Jean-Claude, 50 F. Mr et Mme Rossi, 50 F. Cabaret Jean-Yves, 100 F. Vallier J.M., 50 F. Claure Jacote, 50 F. Merle Corinne, 50 F. Rousse Jean-François, 50 F. Girard Eric, 40 F. Cordeau Maryline, 50 F. Poiron Pascal, 30 F. Loisillon Dominique, 20 F.

SAINT-BRIEUC Ph. Robin, 100 F. Jean-Claude, 50 F. M. Gueguen, 100 F. F. Raymond, 100 F.

ARDENNES Meeting Charleville, 252 F.

MONTBELIARD Ouvrier ECIA, 200 F. Ouvrier ECIA, 100 F. Serge ECIA Beaulieu, 100 F. Un soudeur, 300 F. Jeanine, 1 000 F.

MULHOUSE Un ouvrier de chantier, 750 F.

STRASBOURG Rueda, 10 F. Une mère de famille, 100 F. Un lycéen S.P., 200 F. Serge, 100 F.

NANCY Etienne, 600 F. Une copine, 500 F.

FORBACH André et Michèle, 100 F.

METZ Annick (Vitry/Orne), 300 F. Jean (Vitry/Orne), 100 F. Françoise (Rombas), 100 F. William (Clouange), 50 F. Jean (Rosselange), 30 F.

DIJON M.O.D., 1 000 F. Employée CHR, 200 F. Un sympathisant, 400 F. Gallet, 50 F. Anonyme, 200 F. Parents W, 200 F. Nicole, 100 F.

AUTUN Mère d'un copain, 200 F. Grand-mère d'un copain, 200 F. Mère d'une copine, 100 F. Un ami, 100 F.

CHALON/SAONE Un ouvrier de Kodak Pathé, 500 F.

LYON Un passant, rue de la République, 150 F. Marché de Vénissieux, 10 F. Mille sabords, 44 F. Poutet, 150 F. Une électrice d'Arlette, 50 F. Tardy, 400 F. Chaulet, 200 F. Caburet M. Th, 100 F. Seemann Huguette, 50 F. Seemann Valérie, 50 F.

MARSEILLE Geneviève, 100 F. Jean-Pierre, 100 F.

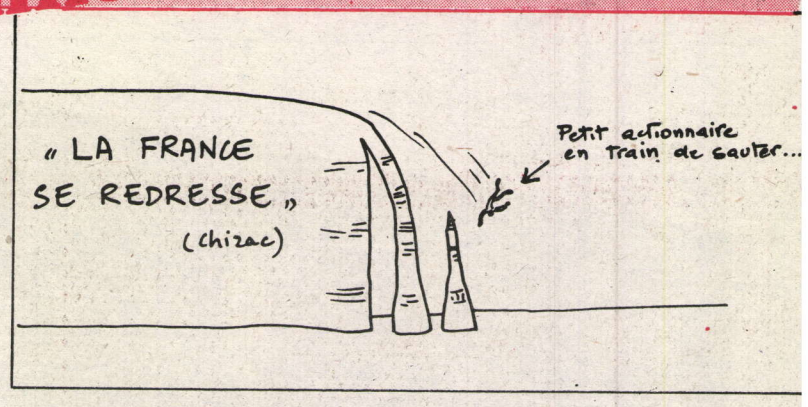
TOULOUSE Lucien, Thomson, 100 F.

BORDEAUX Delbancut, 100 F. Ossorio, 100 F. Patrick, 200 F. Thomas, 100 F.

TOTAL A CE JOUR : 30106 F.

ça l'affiche mal

La campagne de Chirac



LES «FONDS SPÉCIAUX» QUE LE SID A...

Qui n'a pas vu les affiches de la dernière campagne gouvernementale :

»Quel est le pays qui en moins de deux ans a
– réduit l'impôt sur le revenu de 10 %
– fait baisser la criminalité de 10 %
– libéré les prix et réduit l'inflation
– permis à 4 500 000 personnes de devenir actionnaires
– créé 400 000 entreprises
– fait entrer 1 600 000 jeunes dans les entreprises ?»

Il paraîtrait que ce pays ce serait la France, si on en juge par les paysages de cartes postales, typiquement français, qui illustrent ces slogans.

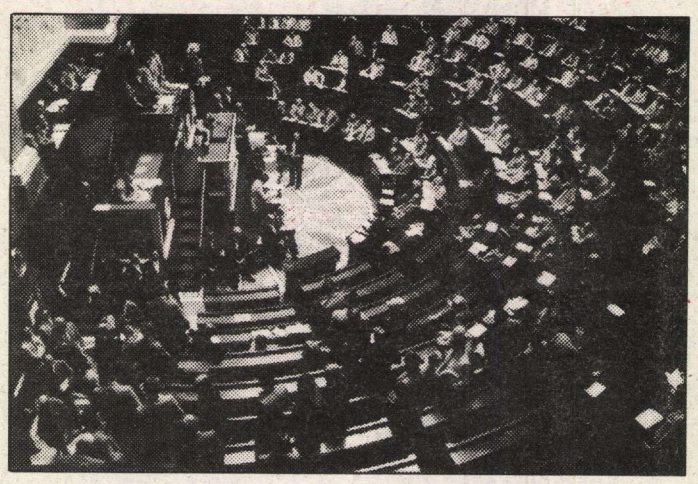
Les résultats du gouvernement, c'est comme la confiture : moins il y en a et plus on les étale.

Toujours est-il que voilà une série d'affiches qui va aller droit au cœur des chômeurs, par exemple, ceux qui sont encore recensés (3 millions) et ceux qui ne le sont pas ou plus et qui seront heureux d'apprendre quels efforts inimaginables le gouvernement fait pour eux, ou encore des jeunes travailleurs qui errent de courte mission d'intérim en TUC ou en PIL, et qui, s'ils ont officiellement du travail, n'ont toujours pas quelque chose qui ressemble à une paie... Quant aux actionnaires nouveaux, tant vantés sur fond de falaise d'Etretat, est-ce pour mieux sauter en cas de krach ? Pour les partis au gouvernement pas besoin d'une loi sur le financement des partis pour puiser directement dans les caisses de l'Etat pour financer leur campagne électorale. Cette campagne du SID (service d'information et de diffusion), autrement dit du service de propagande de Matignon, coûte 21 millions de francs actuels et est financée par les fonds spéciaux du Premier ministre de Chirac. Attention, pas du candidat !

C.B.

Financement des partis

ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI...



Mercredi 13 janvier, le gouvernement a adopté les projets de loi destinés, paraît-il, à assurer la «transparence» de la vie politique.

La première loi devrait permettre de contrôler le patrimoine de certains élus, et de vérifier comment il varie au cours du mandat. Mais ce n'est pas le simple citoyen qui aura accès à ces informations. L'UDF et le RPR y ont vu des objections... C'est au Conseil constitutionnel ou aux bureaux des Assemblées ou à une commission ad hoc, suivant les mandats en cause, que les élus devront communiquer l'état de leurs propriétés. Et on peut penser que ces gens-là garderont ces informations pour eux... ou pas, au gré des crocs-en-jambe à faire.

Et puis, il y a le financement et le plafonnement des dépenses de campagne. Les candidats à la députation devraient faire un compte de campagne, et ne pas dépenser plus de 400 000 F. Ça coûte cher, un député ! Les dons qu'ils recevraient ne devraient pas dépasser 10 000 F de la part d'une personne physique, et 5 000 F d'une «personne morale» – c'est-à-dire une entreprise par exemple – les dons de plus de 2 000 F devraient être faits obligatoirement en chèques.

Autrement dit, on entérine le fait qu'une «personne morale» – donc une société – pourra faire un don, qui s'ajoutera à ses charges et sera donc déductible des impôts. En tout cas, on ne nous dit pas le contraire. Par contre, attention aux sommes versées en espèces ; ces sommes-là – donc les petites, inférieures à 2 000 F – ne devront pas excéder 20 % du total des recettes. Si l'on comprend bien, le patron qui versera 50 000 F sur le compte de son entreprise au candidat RPR devra faire un chèque, le travailleur qui versera 500 F sur son salaire au candidat de Lutte Ouvrière devra aussi faire un chèque ; c'est ça, l'égalité !

Et puis il y a les candidatures à l'élection présidentielle. Le plafond des dépenses de campagne sera de 100 millions de francs pour le premier tour, de 120 millions pour chacun des deux candidats présents au second tour. Il y a déjà de quoi faire... pour ceux qui les auront ! S'ils ont plus, ils n'auront qu'à ne pas l'indiquer sur le «compte de campagne» qu'ils devront présenter. Ça ne devrait pas être trop difficile. Enfin, aux candidats qui auront moins de 5 % des voix, on allouera un forfait de 5 millions, à ceux qui auront plus un forfait de 25 millions. Il y a tout de même des limites à l'égalité...

Et enfin, il y a le financement des partis. Là, la loi est vague. Mais elle précise tout de même que ces aides *«seront attribuées aux partis proportionnellement au nombre de parlementaires»*. Comme ça, ceux qui votent pour des partis qui, du fait de la loi électorale, sont pas ou peu représentés à l'Assemblée payeront des impôts... pour ceux qui s'y taillent toutes les places !

Il paraît qu'on avait parlé de plafonner à 100 millions de francs par an et par personne morale les dons privés que pourraient recevoir les partis politiques. Cette disposition a été supprimée. Il faut croire qu'il y en a qui donnent plus que ça, du côté des partis en place. Avant, ils se cachaient un peu. Maintenant ils pourront continuer, en toute légalité.

C'est ça la liberté... Sinon l'égalité !

LE PEN FAIT SON CIRQUE EN ATTENDANT DE METTRE LES TRAVAILLEURS EN CAGE

Editorial des bulletins d'entreprise
dù 11-01-1988

La presse, la radio, la télévision se sont appesanties sur la Convention nationale du Front National tenue à Nice, donnant le coup d'envoi de la campagne présidentielle de Le Pen.

Le Pen a annoncé qu'il ne ferait pas sa campagne uniquement sur l'immigration, et qu'il avait aussi un programme économique: la suppression de l'impôt sur le revenu, la suppression de la taxe professionnelle, et autres choses du même ordre. Il peut toujours promettre. Comme il n'a aucune chance d'être élu pour le moment, il peut s'engager à raser gratis plus tard.

Mais quoi qu'il en dise, le plus important de la campagne de Le Pen, et ce qui restera sûrement important, c'est sa politique envers les immigrés ou plutôt envers ce qu'il appelle les *«bons Français»: «les Français d'abord», «le travail aux Français», «la Sécurité sociale aux Français»,* etc. Voilà ce qui lui sert de programme.

Et si l'on en croit les sondages, cela marche. Le Pen reste à 10% d'intentions de vote, malgré tout ce qu'il a pu dire sur le génocide des Juifs, malgré les ex-pétainistes ou OAS qui l'entourent dans le Font National, malgré les crânes rasés qui défilent avec lui lors de ses manifestations. Il y a un électorat pour cela. Une part de cet électorat vote d'ailleurs pour Le Pen justement parce qu'il n'a aucune chance d'être élu. Ils votent pour Le Pen contre les autres en quelque sorte, tout en se disant qu'ils n'aimeraient pas l'avoir à la tête de l'Etat.

Ceux-là se trompent. Car ce n'est pas parce que Le Pen ne fait que 10% des voix qu'il ne sera pas un jour au pouvoir. Hitler a été élu, certes, mais seulement après avoir pris de fait le pouvoir, à la tête de bandes armées. Et si Le Pen vient un jour au pouvoir, ce sera de la même façon.

Ces gens-là justement n'ont pas besoin d'avoir la majorité pour arriver au pouvoir. Une minorité dans la rue, armée et violente leur suffit largement pour ça.

Ceux qui encouragent Le Pen aujourd'hui, en se disant que cela n'engage à rien, mettent le doigt dans un engrenage où ils risquent de passer eux-mêmes tout entiers. Ceux des Allemands qui ont soutenu Hitler parce qu'ils aimaient l'entendre défendre les Aryens contre les Juifs ont peut-être trouvé la mort dans les steppes glacées de la Russie, ou dans les déserts brûlants de la Libye.

Et puis, pour les travailleurs qui seraient dupes de Le Pen, l'erreur est encore pire. Le Pen se moque pas mal des immigrés et des problèmes réels ou supposés que leur présence pourrait poser aux travailleurs. Le Pen défend les patrons. Si les patrons ont besoin de travailleurs immigrés, Le Pen n'empêchera aucun travailleur immigré de venir en France, et il n'en fera partir aucun. Il fera juste empirer leurs conditions de vie. Mais en faisant cela, il fera aussi empirer les conditions de vie de toute la classe ouvrière car c'est cela son but.

Ce que cherche Le Pen en agitant le problème des immigrés, c'est un thème démagogique qui pourra servir ses ambitions personnelles. Et demain, s'il arrive au pouvoir, ce sera comme pour la promesse de supprimer les impôts. Ce qu'il fera, il verra bien.

Et ce que cherche aussi Le Pen, avec le problème des immigrés, c'est à diviser les travailleurs entre eux, pour les battre séparément. Car Le Pen est avant tout un homme du patronat.

En tout cas, les travailleurs ne doivent pas être dupes, ni se laisser diviser entre eux, car les travailleurs français sont plus proches des travailleurs immigrés que de Le Pen. Et les guerres saintes, les appels à Jeanne d'Arc, tout cela ne vaut pas mieux que les appels à Khomeiny en Iran.

Ce n'est bien sûr pas sur Chirac ou Barre que les travailleurs peuvent compter contre Le Pen. Mais ce n'est pas plus en faisant confiance à Mitterrand. Ce n'est pas le bulletin de vote qui arrêtera Le Pen et ceux qui le soutiennent aujourd'hui ou le financeront demain.

La bourgeoisie, elle, utilise plus sa puissance économique que le bulletin de vote.

Aux travailleurs d'utiliser leur force, tous ensemble. Et à ce moment-là, Le Pen aura beau appeler Jeanne d'Arc et le bon dieu à la rescousse, son cirque ne fera plus recette!

Le Pen - Chirac

ILS FONT DES PROMESSES AUX PATRONS, LES TRAVAILLEURS LES PAYERONT

En ces temps de campagne électorale, les promesses en matière fiscale fleurissent. Chirac en fait, et Le Pen en rajoute.

Chirac, au «Forum de *L'Expansion*» du 7 janvier, s'est prononcé pour la réduction de l'impôt sur les sociétés, pour 1992. Cet impôt sur les bénéfices déclarés par les entreprises est déjà passé de 50% à 42%; il propose de le ramener à 33%. Et puis, il a promis aussi aux patrons, au même «Forum de *L'Expansion*», un allègement de la TVA et une réduction de la taxe professionnelle.

Alors, qui dit mieux? Le Pen bien sûr. Lui, il promet carrément de supprimer la taxe professionnelle payée par les patrons. A quoi il ajoute qu'il supprimera totalement en sept ans l'impôt sur le revenu, pour tout le monde.

Cela sonne bien. Y compris peut-être aux oreilles de quelques travailleurs qui pourraient être enclins à penser que Le Pen leur en donne plus. Mais il n'y a rien pour eux dans tout cela. Avec un Le Pen comme avec un Chirac, comme d'ailleurs avec n'importe quel autre, tout ce qui ne rentrera pas dans les caisses de l'Etat sous forme d'impôts directs leur sera pris autrement. Parce que les dépenses de l'Etat ne vont pas s'effondrer par miracle. Il faut bien continuer à subventionner les spéculateurs de la Bourse et faire marcher les usines d'armement.

Pour le moment, l'un et l'autre sont engagés dans une course aux promesses aux patrons et aux bourgeois et petits-bourgeois qui constituent leur électorat. Il sera bien temps ensuite de les faire payer à la classe ouvrière...

Le patrimoine de Le Pen

Le quotidien Le Parisien *du 14 janvier a interrogé quelques hommes politiques sur leur patrimoine: Mitterrand, Barre, Toubon, Lajoinie, Juquin... et Le Pen. Les premiers fournissent des réponses, vraies ou fausses, mais ils en fournissent. Le Pen, lui, n'en fournit pas:* «C'est une affaire strictement personnelle et privée. J'attends la promulgation de la loi *(sur le patrimoine des élus)* et je le ferai savoir en temps utile si la loi me le demande» *répond-il au* Parisien.

Tiens donc... C'est à croire tout ce qu'on a dit sur l'héritage des Ciments Lambert passé dans les mains de Le Pen...

A l'aciérie de Gandrange, trois accidents graves se sont produits en une semaine, trois accidents qui auraient pu coûter la vie à des dizaines de travailleurs.

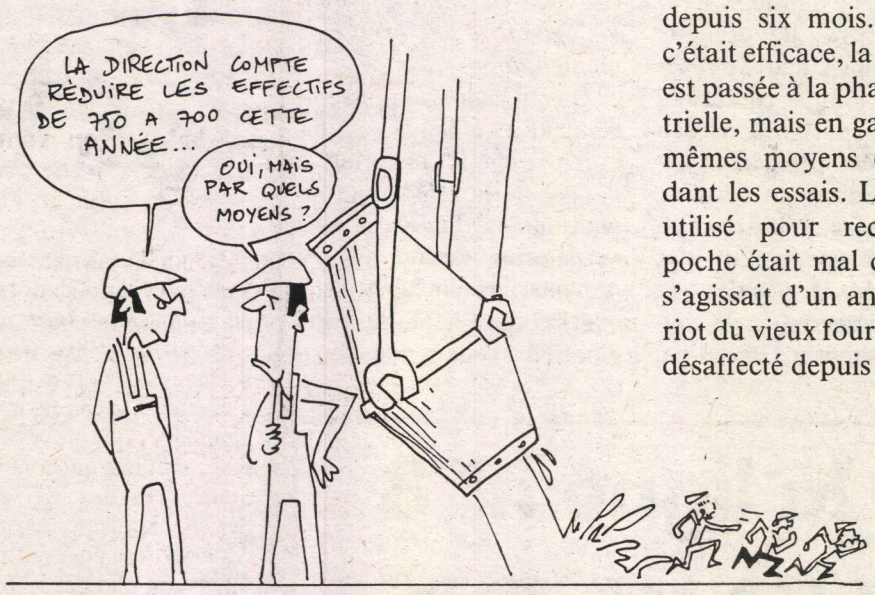
Unimétal : ACCIDENTS EN SERIE A L'ACIERIE DE GANDRANGE (Moselle)

Samedi 2 janvier, sur le poste d'après-midi, les aciéristes entendirent une explosion et virent un gros nuage de vapeur et de poussières envahir la halle : la hotte de récupération des gaz et des fumées de l'élaboration de l'acier venait de percer, au four OLP 1, et quarante mètres cubes d'eau se déversaient dans le four.

Par miracle, il n'y avait dans le four que de la fonte à 1300° et de la ferraille. Si la percée de la hotte avait eu lieu quelques minutes plus tard, pendant le soufflage de l'oxygène (à 800 mètres cube minute), lorsque la fonte est transformée en acier, tout sautait.

Il n'y a pas eu un seul blessé. L'aciérie s'arrêtait 33 heures. Tout le monde s'accordait pour dire que nous l'avions échappé belle.

A entendre la direction, bien sûr la hotte était vieille, bien sûr il fallait la changer, mais rien ne laissait prévoir qu'une soudure pouvait lâcher. Mais une soudure qui lâche par surprise, ce n'est pas possible, sinon on travaillerait sur une véritable bombe. La vérité, c'est que l'entretien ne se fait plus, à cause du manque de personnel. C'est par mesure d'économie que notre vie a été mise en jeu.



Le lundi suivant, à 13 h 47, pendant le changement de poste, une poche de fonte mal positionnée basculait, et une nappe de métal liquide de 44 tonnes giclait de cette poche pour inonder la route, à vingt mètres de là. Un bus, qui passait juste à cet endroit, fut atteint par les projections : les vitres et le pare-brise tombèrent, et le chauffeur fut légèrement brûlé. Trois voitures qui étaient dans les parages furent atteintes, elles aussi, par les éclats.

Là encore, c'est un miracle s'il n'y a pas eu de morts. Cette route, à l'intérieur de l'usine, est très fréquentée, à l'heure du changement de poste. Les travailleurs qui occupaient le bus atteint par les projections venaient juste de descendre pour aller aux vestiaires. Un autre bus, plein d'ouvriers, venait de passer à cet endroit deux minutes auparavant. Pour une fois, pas un seul piéton ne se trouvait dans les parages.

Les causes de l'accident sont simples : une nouvelle méthode de travail, la désulfuration, était à l'essai depuis six mois. Comme c'était efficace, la direction est passée à la phase industrielle, mais en gardant les mêmes moyens que pendant les essais. Le chariot utilisé pour recevoir la poche était mal conçu : il s'agissait d'un ancien chariot du vieux four «kaldo», désaffecté depuis cinq ans.

Le manque de personnel, la production à outrance ont fait le reste. Quand on coule dix minutes avant la fin de poste, la vigilance se relâche, les risques sont plus grands. Mais la direction a eu le culot de dire en réunion de CHS, que, l'aciérie tournant en feu continu, il fallait travailler jusqu'à la dernière minute !

Après cet accident, la série noire continuait. Vendredi après-midi, lors de la coulée d'une poche d'acier, à la Coulée Continue 2, une poche perçait. Un jet d'acier partait à l'horizontale et arrosait la cabine du deuxième couleur qui régularisait le niveau. Celui-ci eut juste le temps de fermer la poche et de se sauver. De sa cabine, il n'est plus resté que quelques lambeaux de métal. Un chef couleur, qui était présent, essaya d'évacuer la poche, mais le système de sécurité ne fonctionnait pas; le métal se répandit partout. Un couleur, qui se trouvait juste sous la poche, n'eut que le temps de couper sa ligne et de se sauver. Son manche de coulée fut retrouvé soudé sur le répartiteur. Les autres couleurs, qui étaient dans leur cabine, virent le métal couler à un mètre d'eux et n'eurent, eux aussi, que le temps d'arrêter leurs lignes de coulée et de se sauver. Quelques minutes plus tard, les vitres de leur cabine explosaient et tout brûlait. Les dégâts se chiffraient par centaines de millions de centimes mais heureusement, personne ne manquait à l'appel, quand on se compta.

Là encore, la direction a invoqué la fatalité. Mais les causes de l'accident sont claires. Elle essayait une nouvelle douille de coulée mais personne, parmi les couleurs, n'avait été prévenu. Or, si le deuxième couleur avait été sur ses gardes, il aurait pu faire évacuer avant que la poche ne perce. Quant aux systèmes de sécurité, personne ne les avait vérifiés. Depuis quatre ans, que la coulée existe, il n'y a jamais eu d'essai à blanc.

Après ces trois accidents, les travailleurs de l'aciérie ont eu l'impression de revenir de loin. *«Nous sommes des miraculés»,* disent certains. Mais le soulagement a vite fait place à la colère. Car ce sont les économies criminelles de la direction qui ont mis leur vie en danger. Il n'y a pratiquement plus d'entretien, la plupart des postes de mécaniciens et d'électriciens ont été supprimés. Pour une production d'un tiers de tonnes d'acier en moins, deux tiers des emplois ont disparu. Et ce n'est pas fini. La direction espère ramener les effectifs de 750 à 700 cette année: ils étaient 2000 en 1977.

Cette politique, les travailleurs la payent doublement. Non seulement ils sont menacés de perdre leur emploi à tout moment, mais en plus, c'est maintenant leur vie qu'ils risquent avec l'absence de sécurité qui règne dans toute l'aciérie.

Correspondant LO

ERRATUM

Nous avons écrit, dans l'article sur l'UNEDIC de la page 14 du numéro 1023, que les cotisations à l'assurance chômage étaient de 1,51% pour les salariés et 3,07% pour les patrons. Ces chiffres étaient anciens et donc erronés. Les cotisations sont aujourd'hui de 2,4% pour les salariés et 4,43% pour les employeurs, soit un total de 6,90%. Cela ne change pas les conclusions de l'article, mais la différence est suffisamment importante pour nécessiter cette rectification. Dont acte aux lecteurs qui nous l'ont signalée.

Le capitalisme c'est l'insécurité

Explosion à Rhône-Poulenc (Vitry)

«NOUS AVONS EU UNE CHANCE INOUÏE»

Dans la nuit du 13 au 14 janvier, à 3 heures du matin, une très violente explosion a gravement endommagé un atelier de fabrication du secteur organique (le PMO 19). Par une chance inouïe, aucun des ouvriers ne se trouvait sur le lieu même de l'explosion et seul un ouvrier a été commotionné.

C'est un atelier qui tourne en horaires 3 x 8 : cet accident aurait donc pu avoir lieu dans la journée et là, de l'avis de tous, ce sont plusieurs morts qui auraient pu être dénombrés. En effet, l'atelier est totalement sinistré, soufflé par l'explosion : toute la toiture (verrière et fibrociment pulvérisé), des pupitres de commande de plusieurs centaines de kilos déplacés. Un monte-charge a même été projeté, de lourdes portes métalliques ont été arrachées de leurs gonds et pliées. Et tous les bâtiments aux alentours ont eu des vitres et verrières cassées, des portes arrachées, jusqu'à l'intérieur des locaux. Un incendie a même éclaté à trois endroits de l'atelier, mais a été rapidement maîtrisé par les pompiers de l'usine.

Les premières constatations de l'enquête permettent d'affirmer que c'est à l'occasion de la destruction de l'épichloridrine qu'une accumulation de gaz a eu lieu ; puis l'explosion.

Mille litres de produits ont été coulés dans le réacteur cette nuit-là, conformément aux consignes, au lieu de 300 à 400 litres habituellement. C'était la dernière opération de destruction. L'appareillage n'était pas équipé de dispositifs de sécurité asservissant la coulée du produit à l'agitation, et cet atelier, extrêmement vétuste, devait être détruit à la fin de 1988...

Le directeur de l'établissement a déclaré aux membres du CHSCT qu'il « *faut voir cela de loin, être objectif* »... Des fenêtres de son bureau, c'est facile, mais quand on est ouvrier de fabrication et qu'on risque sa peau, on n'a pas du tout le même avis !

D'autre part, la nuit même de l'accident, des ouvriers présents se sont vu conseiller par des membres de l'encadrement de « *ne rien dire aux journalistes* ». A ce sujet, dans les ateliers, nous n'avons pas du tout apprécié d'entendre à la radio dès les premières heures de la matinée qu'il « *s'agissait d'une erreur de manipulation* »...

Dès 14 heures, un rassemblement a eu lieu devant les bureaux de la direction à l'appel de la CGT, regroupant moins d'une centaine de salariés, essentiellement des ouvriers de fabrication et des corps d'Etat. Il y a une émotion réelle pour beaucoup d'entre nous, notamment chez des jeunes embauchés qui prennent conscience des dangers à travailler dans une usine pareille.

«Bienvenue dans un monde de santé, de vitalité et d'espérance», dit la publicité Rhône-Poulenc. Mais peu s'en est fallu qu'un certain nombre d'entre nous, grâce à Rhône-Poulenc, passe dans un autre monde...

Correspondant LO

SNCF Orléans-les-Aubrais

LE SALAIRE DE LA PEUR

Lundi 11 janvier, sur une ligne secondaire dans la gare de Saint-Denis-Jargeau, un accident a failli avoir des conséquences dramatiques.

C'est à la hauteur d'un aiguillage que le train de marchandises qui conduisait quatre wagons de gaz a déraillé. Dans le choc, un de ces wagons a été éventré par un wagon plat, les 53 tonnes de gaz liquéfié se sont échappées, se transformant au contact de l'air en un épais brouillard à 30 mètres à la ronde. Quelques minutes plus tard, il y eut un gigantesque incendie provoqué sans doute par les gaz d'échappement de la locomotive diesel du train. Les flammes montaient à plus de 30 mètres et étaient poussées par le vent à plus de 70 mètres du wagon.

Les cheminots présents sur le train, comme ceux de la gare, ainsi que deux ouvriers présents dans la cour, ont eu la présence d'esprit de s'éloigner le plus vite possible. Dans la cour, aux alentours, une dizaine de véhicules, voitures, camions ont été complètement détruits par le feu, de même que la locomotive et les trois premiers wagons du train. Heureusement encore, le vent soufflait dans la direction opposée aux autres wagons de gaz tout proches. Il fallut presque une heure aux pompiers de la région pour éteindre l'incendie.

La direction SNCF a dit qu'il ne pouvait s'agir d'une erreur humaine. Mais cet accident est la conséquence d'une politique de profit au mépris de la sécurité.

Le wagon citerne transportant le gaz est un wagon appartenant à une société privée. Et ces wagons doivent être immobilisés le moins possible pour réparations. La direction SNCF reconnaît elle-même que l'essieu du wagon présente une « *usure aux limites de la tolérance* ».

Ce type de ligne secondaire n'est entretenu qu'en fonction de critères de sécurité minimum. Les rails et les aiguillages datent de l'origine de la ligne, mais les tonnages transportés par wagon ont doublé (de 40 tonnes maximum après la guerre à 80 tonnes aujourd'hui). Les crédits d'entretien fondent pourtant d'année en année au nom de l'équilibre des comptes, de la productivité et de la rentabilité !

Officiellement, au lendemain de l'accident, direction SNCF et pouvoirs publics s'interrogent toujours sur les causes exactes de l'accident. On va peut-être une nouvelle fois nous parler de fatalité !

Correspondant LO

Métro parisien : sur la ligne n° 8

UN MOUVEMENT DE RAS-LE-BOL

Le mouvement de grève commencé le 30 décembre sur la ligne de métro Balard-Créteil (ligne 8) a été suspendu le 12 janvier.

Ce mouvement a été lancé par la CGT. Il concernait les conducteurs, les agents de manœuvre et même les sous-chefs de terminus, et consistait en fait à faire grève à chaque prise ou fin de service. Pour quelles revendications ? Embauche d'agents de la manœuvre, une équipe de renfort manœuvre de gare à Balard, un train supplémentaire aux heures de pointe (sur les 51 qui roulent en principe aux heures de pointe l'après-midi, il en manque très souvent 5 ou 6).

Nous demandions également que les trains ne repartent pas en ligne avec des avaries – comme la direction de la RATP voudrait l'imposer.

La situation depuis le mois d'octobre est particulièrement catastrophique. Il y a surtout un manque important de conducteurs surtout à Balard dû à la désorganisation produite par les mutations : des conducteurs présents sur le papier étaient en fait en instruction. Pour les chefs de manœuvre également il y a de nombreux postes non assurés.

Dans la période d'octobre à décembre, tous les jours des retards très importants ont affecté la ligne 8. Des très nombreuses avaries au matériel (le MF 77, le plus moderne sur le réseau urbain) en ont été la cause principale.

Un des derniers incidents, qui aurait pu finir tragiquement, s'est produit le 28 décembre à Porte de Charenton où le feu a pris dans la dernière voiture d'un train. Par chance, celui-ci s'est trouvé bloqué à quai, ce qui a permis d'évacuer les voyageurs sans problèmes.

Mais, nous n'avons rien obtenu. Les quelques propositions de la direction consistent à demander aux ouvriers de l'entretien de faire des heures supplémentaires le dimanche, et à répartir différemment du personnel déjà existant.

Beaucoup d'entre nous ne pensaient sans doute pas arriver à faire céder la direction à partir de notre seule ligne. Mais pour tous, il s'agissait de montrer notre ras-le-bol et notre refus de voir la direction nous mettre la responsabilité des problèmes sur le dos.

Correspondant LO

Haïti

LA FICTION DES ÉLECTIONS ... ET APRÈS ?

Ce dimanche 17 janvier, les Haïtiens doivent en principe élire un président de la République, des sénateurs et des députés - élections entièrement contrôlées par le Conseil National de Gouvernement (CNG), c'est-à-dire la junte au pouvoir, et ne s'encombrant même pas du minimum de procédures à l'occidentale qui était prévu pour les élections qui auraient dû avoir lieu le 29 novembre dernier. Celles-ci, on le sait, furent annulées dès les premières heures du scrutin, par suite du coup de force couvert, sinon même directement organisé, au niveau de l'état-major. Eh bien, le 17 janvier, si les élections de la junte ont bien lieu, les militaires seront autorisés à être présents dans les bureaux de vote, contrairement aux observateurs indépendants. Il est interdit d'appeler au boycott.

Marc Bazin, Gérard Gourgue, Sylvio Claude et Louis Dejoie, les quatre principaux candidats du 29 novembre, parmi lesquels se trouve celui qui aurait sans doute eu le plus de chances d'être élu alors si les élections avaient eu effectivement lieu, ont refusé jusqu'à présent d'apporter leur caution à cette consultation bidon. L'Eglise se montre très réservée, et plusieurs organisations, syndicales notamment, appellent à l'abstention.

Patrouille de soldats dans les rues de Port-au-Prince, à quelques jours du scrutin prévu par la junte pour le 17 janvier, en principe pour empêcher toutes violences.

(AFP)

Pourtant, la junte vient de faire un geste. Sur une liste de 22 candidats à la présidence, elle vient d'en écarter 8, en tant que duvaliéristes notoires. Cette invalidation peut d'autant plus surprendre que c'est la mise à l'écart de ces mêmes duvaliéristes, une première fois, pour la même raison, au début de novembre dernier, par le Conseil officiellement chargé du contrôle des élections, qui avait déclenché l'hostilité d'au moins le secteur «macoute» de l'armée. En tout cas, cela avait été le motif invoqué pour les violences des bandes armées dans les jours précédant le 29 novembre. Lorsque la junte elle-même décréta immédiatement la dissolution du Conseil électoral, elle l'accusa de *«partialité inacceptable»* en faveur du candidat Gérard Gourgue.

Aujourd'hui, d'après ce qu'en rapporte la presse, l'armée s'est déployée dans Port-au-Prince, effectue des patrouilles, des barrages, des fouilles, apparemment pour éviter une réédition de l'opération du 29 novembre échappant cette fois au contrôle de ses chefs. Car, apparemment, les sommets de l'armée cherchent à ce que cette fois le scrutin ait bien formellement lieu.

On peut penser que la pression des Etats-Unis n'est pas étrangère à cette préoccupation. L'administration américaine patronne depuis la chute de Duvalier la comédie du «processus de démocratisation» en Haïti, et de ce point de vue le coup de force du 29 novembre, trop voyant, ne lui a pas forcément rendu service, même si elle n'a pas pour autant désavoué Namphy autrement qu'en paroles. En tout cas, dans la coulisse, les Etats-Unis ont fait une démarche vis-à-vis des quatre «présidentiables» pour les presser de s'entendre sur le nom de l'un d'entre eux afin qu'il représente l'opposition dans ces élections, leur donnant ainsi une apparence plus démocratique.

Cette tentative a échoué, mais la mise à l'écart des duvaliéristes les plus grossièrement compromis va dans le même sens. Sans doute, si la population s'abstient massivement d'aller voter, les militaires peuvent toujours banalement bourrer les urnes, frauder et truquer comme en Corée du Sud récemment, pour être en mesure de toute façon de faire état d'une consultation électorale formelle, et en être quittes ainsi avec une comédie qui n'a sans doute à leurs yeux que trop duré. Mais il serait tout de même préférable pour le régime de donner à l'élection des apparences plus présentables, de pouvoir arguer de sa prétendue impartialité dans le scrutin, encore mieux d'obtenir la participation d'une majorité de la population à l'élection. Il en tirerait une tout autre légitimité.

Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH) présentait un candidat aux élections du 29 novembre 1987, René Théodore (au centre sur la photo). Le 12 janvier, il a annoncé son abstention pour l'élection du 17.

(AFP)

Et c'est peut-être là un problème pour les chefs militaires de Haïti, Namphy, Régala, Jean-Claude Paul, non pas tellement en considération des desiderata de l'administration américaine, que vis-à-vis de la population d'Haïti. Les élections ne sont qu'une péripétie. Sur le fond, il y a la mobilisation des masses populaires, ou en tout cas leur effervescence. A laquelle ils voudraient mettre un terme.

S'ils n'ont pas voulu d'élections relativement libres, ce n'est pas qu'ils craignaient la personnalité d'un des candidats susceptibles d'être élus (ceux-ci sont tout à fait modérés et pro-américains). Mais ils ne pouvaient tolérer que le résultat puisse apparaître aux yeux des masses populaires comme LEUR victoire, alimentant ainsi du même coup leurs espoirs et leur confiance en soi.

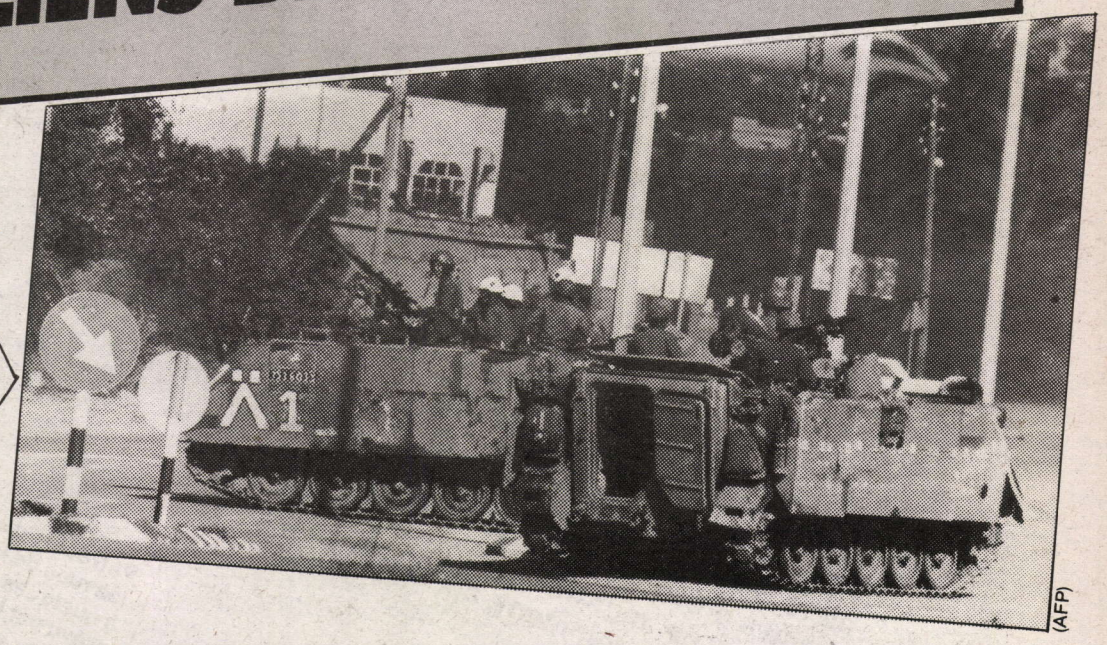
Au-delà de la fiction électorale de l'éventuelle installation d'un président «civil», ce qu'ils visent, c'est à enrayer, à étouffer l'effervescence des masses populaires. Celles-ci, ils veulent les mettre au pas. Le 29 novembre a été déjà suivi de rafles dans les quartiers populaires, d'arrestations en nombre. Et les militaires ne se cachent pas de préparer une répression en grand.

Les chefs militaires ont déclaré la guerre au peuple d'Haïti. Tout le problème aujourd'hui, c'est de savoir si celui-ci est suffisamment préparé de son côté, déterminé, armé, moralement et y compris matériellement, pour leur mener la sienne.

dans le monde

La détermination des Palestiniens ne faiblit pas

LES DIRIGEANTS ISRAÉLIENS DANS L'IMPASSE



Les chars israéliens dans les rues de Khan Younis, dans la bande de Gaza

(AFP)

La tension est toujours aussi grande dans les territoires occupés par Israël. Les troubles se sont poursuivis à Gaza, où de jeunes Palestiniens ont continué à manifester, se défendant à coups de pierres contre les soldats israéliens, et en Cisjordanie. Près de Ramallah, un groupe de colons israéliens arrêté par un barrage de pneus enflammés a ouvert le feu et tué un jeune Palestinien de seize ans. Ailleurs, c'est sous les balles de l'armée que de nouvelles victimes sont tombées. On en serait, depuis le début des manifestations, à trente-quatre morts.

Le gouvernement israélien envisagerait de décréter des couvre-feux de longue durée, voire même d'interdire aux Palestiniens de certains territoires de venir travailler en Israël durant une période donnée... sans se soucier apparemment de savoir comment ils mangeraient. Mais de toute évidence, la répression reste impuissante devant ce fait, que la population palestinienne en a assez et ne craint plus d'affronter l'armée. Et en réalité, l'embarras gagne le gouvernement israélien.

Le langage de celui-ci s'infléchit. Le Premier ministre Shamir, du parti de droite Likoud, parle d'entamer des négociations devant déboucher sur un statut d'autonomie des territoires, qui resteraient néanmoins sous le contrôle d'Israël. Le ministre de la Défense, le travailliste Rabin, s'est dit disposé *«à négocier avec les représentants des Palestiniens des territoires dès que cesseraient les émeutes»*.

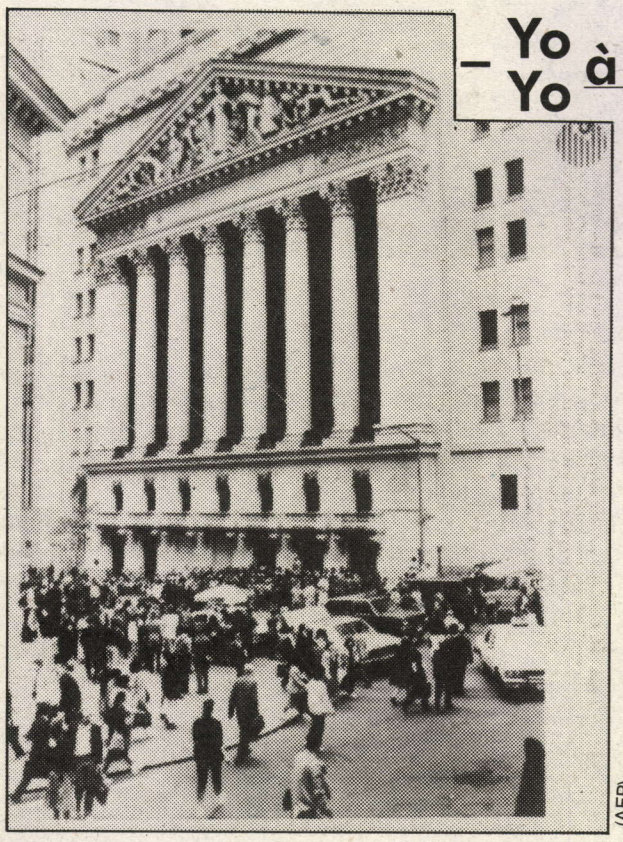
Mais avec qui discuter alors qu'officiellement, l'OLP n'est pour le gouvernement israélien qu'une organisation de tueurs sans influence... à qui il reproche cependant de fournir les meneurs des manifestations? Peut-il à l'inverse, pour sortir de l'impasse, accentuer encore la répression et s'engager dans un véritable bain de sang contre les Palestiniens? Cela lui est difficile, vis-à-vis de sa propre opinion publique comme de l'opinion mondiale.

D'autres l'ont fait sans doute, comme l'Afrique du Sud qui, se moquant des condamnations qu'elle affronte périodiquement, s'est installée dans une véritable situation de guerre civile permanente. Mais Israël n'en est pas encore à franchir ce pas. Son opinion publique est plus sensible, plus proche de l'opinion publique des pays occidentaux et plus liée à elle. Et Israël n'est pas l'Afrique du Sud; il n'a pas les mêmes ressources économiques et dépend étroitement de l'aide américaine. Et les USA peuvent plus facilement être amenés, pour des raisons diplomatiques, à brader Israël que l'Afrique du Sud, ce morceau d'Occident ancré au bout du continent africain. Au Moyen-Orient, ils peuvent trouver plus d'alliés qu'il n'en faut...

Alors, les dirigeants israéliens ne sont sans doute pas encore prêts à prendre la voie sud-africaine, et rien ne dit par ailleurs qu'ils en auraient les moyens. Mais ils sont tout aussi incapables de rompre avec une politique qui est celle d'Israël depuis sa formation.

Alors, ce serait au peuple israélien de rompre avec la politique sioniste de ses dirigeants et de reconnaître les droits du peuple palestinien. C'est avec lui qu'il doit vivre, et un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

André FRYS



(AFP)

– Yo Yo à Wall Street

LE CAPITALISME EST MALADE, IL FAUT L'ACHEVER!

Tout allait bien, le dollar remontait et les Bourses aussi... Et puis, patatras, le vendredi 8 janvier, Wall Street a connu sa plus forte baisse depuis le «lundi noir» du 19 octobre dernier : 6,8 % de chute en une seule séance. Les autres places de la planète ont suivi, le dollar a recommencé à plonger et il a fallu de nouvelles interventions des banques centrales des pays industriels pour le stabiliser.

Comme toujours, des explications sont fournies. Pour certains, c'est tout simplement... une tempête de neige sur New York, qui a vidé les bureaux à midi ! Quant aux explications plus économiques, ce n'est plus la crainte de la récession qu'on invoque, mais celle de la surchauffe, qu'annonceraient les derniers chiffres du chômage aux Etats-Unis, en baisse ; elle pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt et cela inquiète les boursiers, qui, comme on sait, aiment bien emprunter.

Autant d'explications qui peuvent être vraies en même temps que leur contraire. Les «experts» qui les avancent veulent sans doute se rassurer eux-mêmes et se persuader, eux et leurs clients actionnaires, qu'il y a des raisons rationnelles à la hause ou à la baisse des cours. Mais la vérité, c'est qu'il n'y en a pas.

Dans cette économie capitaliste, il y a des milliards et des milliards de dollars de capitaux «flottants» qui, plutôt que de s'investir là où ce serait utile, errent d'une Bourse à une autre en quête d'actions à acheter, ou de monnaies sur lesquelles spéculer. Cela fait monter les enchères sur les actions... jusqu'au moment où, à partir de n'importe quelle rumeur, les capitaux refluent en désordre parce qu'ils craignent la baisse.

Quant au dollar, chacun sait que depuis des mois, les banques centrales des pays européens et du Japon en rachètent des tombereaux pour l'empêcher de chuter, car cela compromettrait leur économie. Mais chacun sait aussi qu'elles n'auront pas les moyens de continuer indéfiniment à le tenir à bout de bras. Alors, les possesseurs de dollars ne veulent pas être les derniers à en vendre quand il montre des accès de faiblesse.

Il faut reconnaître, il y a de quoi entretenir ce que les journaux appellent *«la nervosité des marchés»*. Mais mieux vaudrait ne pas attendre que tous les capitalistes soient morts de crises cardiaques pour abattre leur système débile. En commençant par exproprier tous ces capitaux dont ils ne savent même plus quoi faire.

A.F.

URSS:

ON DÉBREJNEVISE

On vient d'apprendre que la ville de Brejnev, en URSS, allait changer de nom et retrouver son nom d'autrefois: Naberejny Tchelny. La «perestroïka» est décidément en marche.

Tant qu'il ne s'agit que de «restructurer» les noms de ville, on sait s'y prendre en URSS. Khrouchtchev déjà n'avait pas eu grand mal à déstaliniser le nom de Stalingrad, devenue Volgograd. Mais déstaliniser la société, c'est plus dur. On pourrait peut-être commencer par là?

JAMES BALDWIN
ÉCRIVAIN DE LA COLÈRE DES NOIRS AMÉRICAINS

James Baldwin est mort en décembre dernier à l'âge de 63 ans.

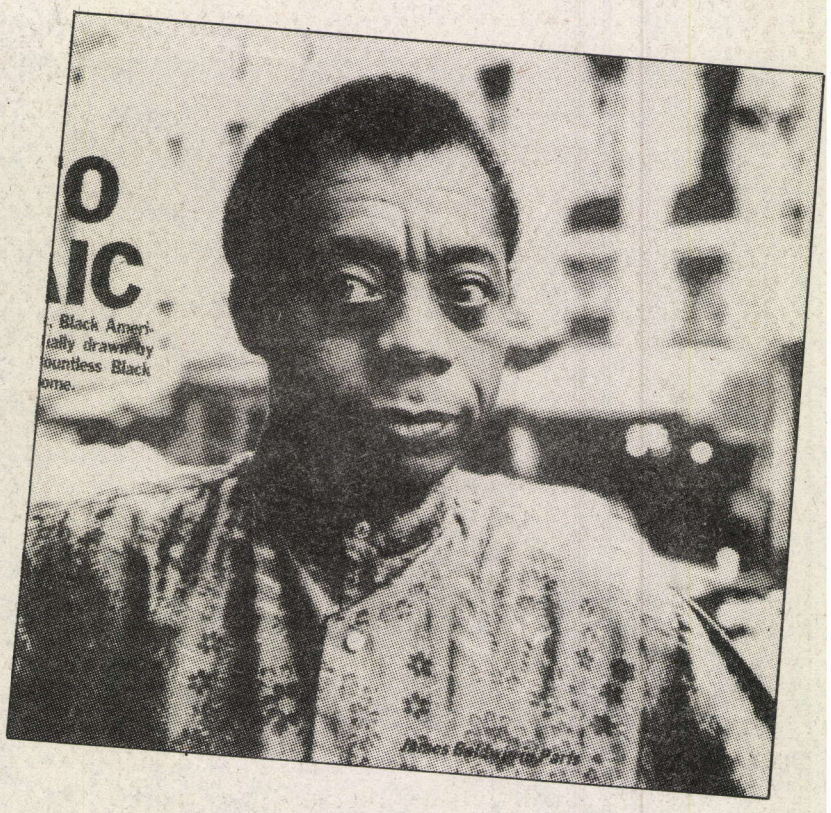
Né à New York en 1924, cet enfant de Harlem fut un des écrivains noirs américains qui, dans le sillage de Richard Wright, exprima dans ses romans, ses pièces de théâtre, ses essais, la révolte des Noirs américains luttant contre le poids d'une société raciste. Mais James Baldwin ne s'est pas seulement attaché à dépeindre de multiples façons l'ignominie du sort fait aux Noirs au sein d'une Amérique blanche, bien-pensante et sûre d'elle, il a participé, ou soutenu dans ses actes les différentes initiatives du mouvement des Noirs américains des années soixante. Il lutta aussi contre la guerre américaine au Vietnam et, luttant contre toutes les discriminations, il dénonçait celle qui frappe les homosexuels.

Ses livres traduisent ses combats, ils reflètent la révolte, la rage d'un esprit sensible, passionné, contre les discriminations, les injustices, la ségrégation, la pourriture d'une société bâtie sur un mensonge, qui *«nie la vérité sur l'histoire américaine»*, histoire qui *«commence avec les Peaux-Rouges et l'esclavage»*... On a dit de lui : *«il écrivait comme d'autres Noirs boxent»*. Ses livres les plus percutants illustrent la vague de colère qui, partie des ghettos noirs, submergea les grandes villes américaines tout au long des années soixante. Ils ont été écrits dans le feu des événements.

Ensuite, sa veine s'affaiblit, et son dernier roman, *Harlem Quartet*, n'a plus le même souffle.

Nous présentons ci-dessous trois de ses livres parmi une production abondante. Mais on peut aussi lire : *Giovanni mon ami*, un roman écrit en 1956 et publié à la Table Ronde en 1958, *Un autre pays*, roman de 1962, édité chez Gallimard en 1964, *Face à l'homme blanc*, une série de nouvelles écrites en 1965 et publiée par Gallimard en 1968, et deux essais : *Personne ne sait mon nom* (1961) et *Chronique d'un pays natal* (1955) publiés tous deux chez Gallimard. Des livres qui sont peut-être rares aujourd'hui mais que l'on peut trouver dans les bibliothèques.

Cécile BERNIER



SI BEALE STREET POUVAIT PARLER

Une histoire d'amour qui aurait pu être banale : ils sont jeunes, elle a 19 ans, lui 22, ils vont se marier, elle attend un enfant... Mais cela se passe à Harlem, ils sont noirs et lui, Fonny, est pris en grippe (le mot est faible) par un policier blanc, raciste. Cela devient une histoire de haine raciale, le récit du combat de la jeune femme et des siens pour faire sortir de prison son compagnon.

Car il est sous le coup d'une accusation portée contre lui par un flic blanc qui l'a accusé d'avoir violé une femme blanche... En fait, il s'agit d'une vengeance. Le flic n'a pas digéré que le jeune homme l'ait bravé et ridiculisé en protégeant sa compagne des pelotages d'un homme blanc.

L'intérêt de ce roman est qu'il montre que la barrière raciale ne sépare pas obligatoirement le monde entre celui des Blancs et celui des Noirs. La bêtise n'a pas de couleur. Une commerçante blanche prend courageusement parti, malgré le racisme ambiant, contre le flic blanc et pour le jeune Noir... De même que certains Noirs, par conformisme, par désir imbécile de se faire accepter par les Blancs, en arrivent à abandonner l'un des leurs à la vindicte du flic.

Le récit est court et poignant. Un livre qui secoue.

Si Beale Street pouvait parler. Ed. Le Cabinet cosmopolite, Stock.

LA PROCHAINE FOIS LE FEU

Cet essai écrit en 1963 mêle les éléments autobiographiques et une réflexion personnelle. Il évoque *«le passé du Noir fait de corde, de feu, de torture, de castration, d'infanticide, de viol, de mort et d'humiliation ; de peur la nuit, de peur le jour, d'une peur plongeant jusque dans la mœlle des os (...) de rage, de meurtre, d'une haine pour les Blancs si profonde qu'elle se retournait souvent contre lui et les siens, rendant impossibles tout amour, toute confiance, toute joie (...)*

Il évoque son cheminement politique, analogue à celui de beaucoup de Noirs de sa génération : *«La couleur n'est pas une question humaine ou personnelle, c'est un problème politique»*. C'est la lutte et la lutte radicale qui a déjà fait changer les choses : *«être noir est devenu beau, non pas parce qu'on s'est mis à aimer la couleur noire, mais parce qu'elle s'est fait craindre»*. Il discute des positions apparemment «radicales» des Musulmans Noirs. Pour lui, il ne suffit pas de prendre le contrepied des Blancs en déclarant *«Dieu est Noir»*, car *«la glorification d'une race et – en conséquence, l'avilissement d'une autre ou des autres, – a toujours été et sera toujours la recette du meurtre»*.

Il prophétise : *«Nous vivons aujourd'hui un âge de révolution...»* Un pamphlet pour la cause des Noirs et qui annonce l'explosion des ghettos.

La prochaine fois le feu. Ed. Gallimard.

CHASSÉS DE LA LUMIÈRE

Dans ce petit livre, James Baldwin livre ses réflexions, jetées sur le papier entre 1967 et 1971, à propos de différents épisodes marquants de sa vie. Il évoque sa révolte, d'abord personnelle, contre la misère et la religion (son père était ouvrier dans une manufacture et pasteur) et aussi contre la ségrégation raciale... «Jamais je ne serai plus le nègre de personne» *y écrit-il à propos de son retour à New York en 1957, après 9 ans de séjour en France, où il s'était enfui en 1948.*

Au fil des pages, Baldwin fait allusion aux premières luttes des Noirs pour les droits civiques dans les années soixante, la marche sur Washington de 250 000 Noirs conduite par le Pasteur Martin Luther King, puis l'effondrement des espoirs des Noirs de parvenir à l'égalité par les moyens légaux, une fois que, tour à tour, les leaders les plus connus du mouvement furent assassinés : Malcolm X le premier, puis Martin Luther King et les dizaines de meurtres commis de sang-froid par des flics blancs contre de jeunes militants noirs. Des Noirs qui avaient compris qu'il ne fallait rien attendre des autorités, s'organisèrent au sein des Panthères Noires dans le but d'assurer l'autodéfense des ghettos contre les flics... Eux aussi furent massacrés systématiquement. C'est à cette période que s'arrête le récit.

Se faisant le porte-parole du mouvement noir, Baldwin envisage la nécessité de la lutte pour un socialisme aux contours assez mal définis, position qui correspond à une prise de conscience par de nombreux militants noirs de la nécessité de lutter aussi contre le capitalisme pour parvenir à une réelle émancipation des Noirs américains, à la fin de toute oppression.

Il est quelquefois difficile pour le lecteur non averti des événements dont il est fait mention, de s'y retrouver, car, écrit au fil des événements, et des réflexions de l'auteur, le récit reste parfois allusif. Mais il en ressort néanmoins clairement un témoignage passionné sur l'enfer qu'est la vie d'un Noir aux Etats-Unis, enfer qui marque y compris la vie des hommes blancs, qui eux aussi sont «mutilés», eux aussi sont les vicitmes d'un monde qu'ils croient être le leur.

Chassés de la lumière : *l'édition du Livre de Poche est malheureusement épuisée, édité chez Stock.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.

ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

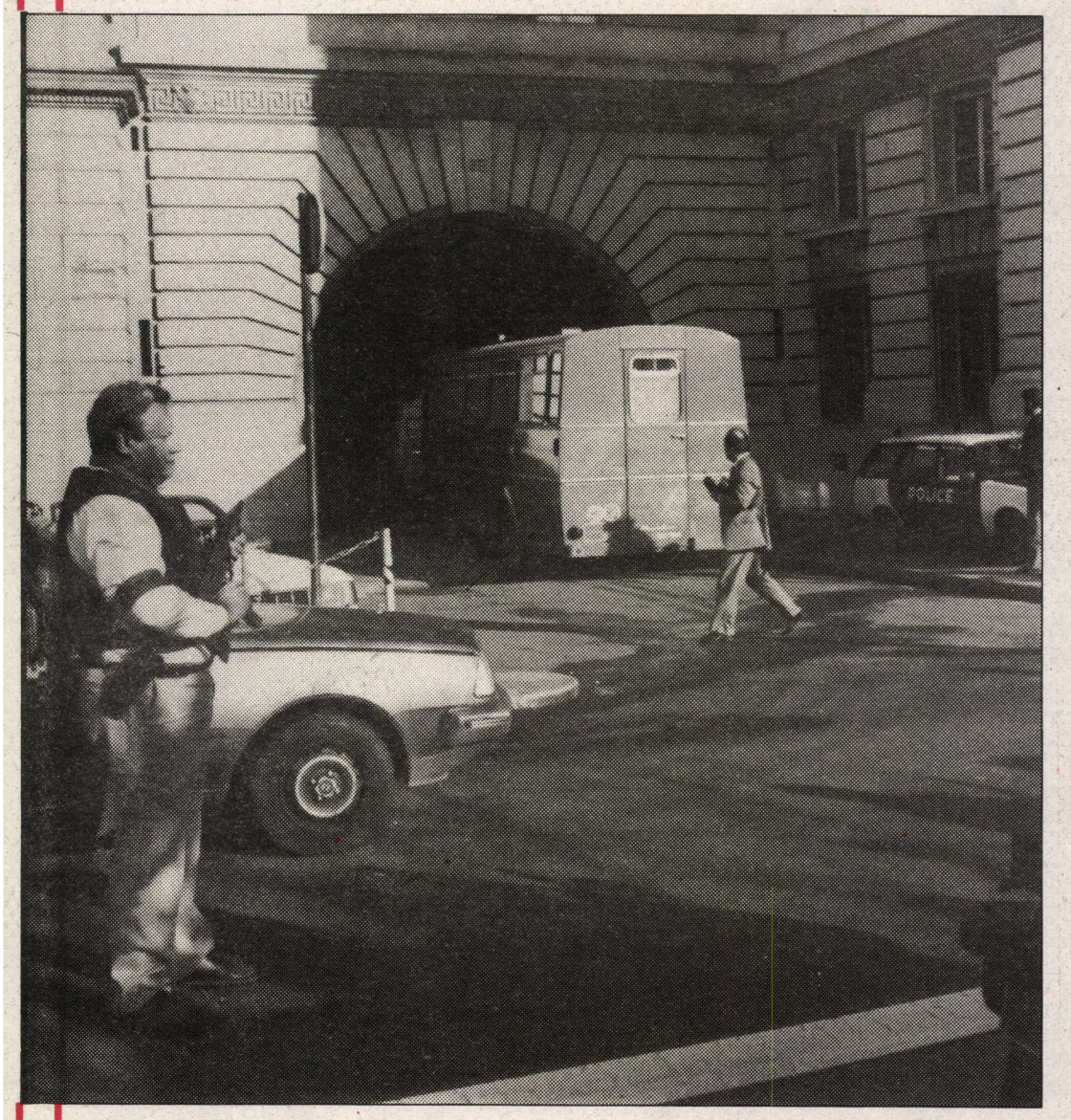
Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 14000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

LES PLUS DANGEREUX NE SONT PAS DANS LE BOX

Le 11 janvier s'est ouvert le procès, pour *«association de malfaiteurs», «formée en vue de la préparation, concrétisée par un ou plusieurs faits matériels d'un ou plusieurs crimes contre les personnes ou les biens»,* de 19 personnes accusées d'appartenir à Action Directe ou à sa mouvance.

Certains des inculpés ont déjà été jugés lors de procès antérieurs, comme Régis Schleicher, condamné à la réclusion perpétuelle ; d'autres, comme Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, sont en prison, en attente des procès en Assises où ils doivent être jugés pour l'assassinat de Georges Besse, PDG de Renault, et du général Audran ; d'autres, considérés comme comparses, «coupables» seulement d'avoir prêté leur appartement ou leur voiture, étaient restés en liberté jusqu'à maintenant. Ils risquent tous jusqu'à dix ans de prison.

On peut parier que ce n'est pas par hasard que ce procès vient quelques mois avant l'élection présidentielle ; la presse de droite ne s'est pas fait faute de rappeler que les principaux accusés, en prison avant 1981, avaient été remis en liberté par le jeu des grâces accordées par Mitterrand en 1981-1982... et rattrapés par Pasqua et Pandraud, dans le cadre de ce qu'ils appellent *«leur lutte déterminée»* contre *«le terrorisme et la criminalité»* !



– Le Palais de Justice de Paris en état de siège pour le procès d'Action Directe.

Au cours des premières audiences, l'un des membres d'Action Directe s'est dit : *«combattant communiste révolutionnaire»,* l'autre *«anarchiste»,* un troisième a «revendiqué» son *«appartenance à la lutte armée pour le communisme».* Mais il ne suffit pas de prétendre se battre contre les exploiteurs, pour le communisme, pour le faire réellement ! Assassiner un exploiteur de temps en temps, ou dévaliser des banques ne supprime pas l'exploitation, et n'aide en rien les travailleurs à lutter contre elle. Au contraire, ceux qui prétendent agir ainsi au nom des intérêts des travailleurs se moquent complètement de ce que les exploités pensent et font. Et en ce sens, ils agissent de manière analogue à celle des exploiteurs, qui ne veulent surtout pas que les exploités prennent leur sort en mains.

De toute façon, il n'y a sans doute personne parmi les travailleurs, ou parmi les hommes et les femmes de gauche, pour penser que ces gens-là appartiennent au mouvement communiste, quoiqu'ils en disent et même en pensent, ou au mouvement ouvrier – ce dont ils ne se revendiquent même pas.

Ceci dit, il y a pires criminels qu'eux. Les membres d'Action Directe sont peut-être responsables de la mort d'un PDG et d'un général. Déjà, ceux-là, de par leurs fonctions, devaient être responsables de bien des morts. Seulement, les morts par accident du travail chez Renault, ou les morts causés par l'intervention de l'armée française ne sont passibles des tribunaux, eux !

Et surtout, que penser de l'autorité au nom de laquelle le tribunal va rendre sa sentence, de «l'Etat français» ? N'a-t-il pas lui aussi des morts sur la conscience, comme celui du «Rainbow Warrior», et sans doute un certain nombre d'autres, inconnus ou soupçonnés, tombés sous les coups de quelque service secret ou parallèle dépendant du gouvernement français ? On en est à se demander si le ministre Boulin, retrouvé curieusement «suicidé» il y a six ans, ne ferait pas partie du lot...

Que penser aussi des morts qui suivent chacune des interventions de l'armée française, au Tchad ou ailleurs ? Que penser de ces marchands d'armes – nationalisés ou aidés par le gouvernement – qui fournissent aux Irakiens et aux Iraniens les moyens d'ajouter chaque jour des milliers de morts à une guerre meurtrière, seulement pour empocher plus de profits ?

Les membres d'Action Directe qui sont jugés aujourd'hui pour *«association de malfaiteurs»* sont infiniment moins dangereux pour toute la société que ceux au nom desquels on va les juger : nos gouvernants !

Sylvie FRIEDMAN

Code de la nationalité
UNE SAGESSE BIEN CALCULÉE

Le projet Chalandon de réforme du Code de la Nationalité qui a soulevé de telles levées de boucliers contradictoires que Chirac, dans la foulée d'ailleurs du mouvement des étudiants de l'hiver dernier, en avait reporté l'adoption à plus tard, vient de ressortir des mains d'une Commission des Sages chargée de le réviser.

Les Sages ont été très sages. Approche des élections oblige : la révision s'est faite dans le sens de la souplesse. Il y en a pour les partisans d'une attitude libérale : les jeunes nés en France pourront accéder dès 16 ans à la nationalité française sans autorisation parentale. Il faudra qu'ils le demandent – cette restriction est maintenue – mais l'accord devrait être quasiment automatique. Il y en a aussi pour les partisans d'un peu plus de fermeté : c'est ainsi que la lutte contre la pratique des «mariages blancs», commencée en 1984 par les socialistes qui avaient imposé un délai de six mois avant que le mariage avec un conjoint français ne confère la nationalité française, est accentuée : ce délai est porté à un an. C'est encore ainsi que les jeunes Algériens, qui conserveront s'ils le veulent la double nationalité, devront désormais faire leur service militaire en France s'ils vivent en France.

Mis à part le fait que Le Pen continue de tempêter contre Chirac, les Sages ont réussi à dépassionner un débat épineux sans s'engager à rien puisque, de toutes façons, le problème ne sera discuté qu'après les élections. Et pour la droite qui ne se prononce pas trop sur les propositions concrètes des Sages, ce projet révisé a au moins le mérite de couper dans une certaine mesure l'herbe sous le pied du PS qui aime se donner à bon compte l'air d'être le seul défenseur des droits de l'homme. (A bon compte, parce que les expulsions des Basques, par exemple, ça a commencé avant Chirac...).

A l'approche des élections alors que les jeunes, les jeunes «Beurs» en particulier,on le sait, ont été nombreux à s'inscrire sur les listes électorales, et que les choses peuvent peut-être se jouer à quelques centaines de milliers de voix près, c'est de bonne guerre.

H.M.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995